

Suisse – Afrique du Sud :

**4 MILLIARDS
POUR L'APARTHEID**

Ainsi les banquiers suisses sont fâchés avec leurs collègues américains. La Citybank et la Chase Manhattan Bank exigent le remboursement de leurs prêts accordés aux organismes para-étatiques et à l'Etat sud-africain. De plus, la plus grande banque britannique, en même temps principale banque sud-africaine, la Barclays Bank, a décidé de réduire sa participation dans sa filiale locale à 40 o/o du capital. Max Kühne, directeur général de la Société de Banque Suisse, n'en revient pas : *"Je regrette fortement ces pas accomplis sans aucune consultation préalable. Ils n'étaient non seulement pas nécessaires, mais également contre-productifs. L'Afrique du Sud s'est de ce fait retrouvée avec une crise de liquidités aiguë (...) Cette attitude n'est pas non plus loyale au regard des obligations d'ensemble dans le système bancaire international. Il n'est pas acceptable que des banques se retirent individuellement et laissent les autres en plan."* (Basler Zeitung, 11 septembre 1985).

L'engagement des banquiers suisses en Afrique du Sud approche quatre milliards de francs. De là, leur colère. Une partie importante des prêts sont à court terme, c'est-à-dire renouvelables régulièrement. Le retrait des banques américaines "déstabilise" tout l'édifice de la dette sud-africaine. Cela complique les opérations de renouvellement des crédits. Car, devant rembourser en priorité les banques américaines, les Sud-Africains n'ont pas les moyens de verser les intérêts dus aux Suisses.

Mais Max Kühne n'en reste pas là. Il rajoute : *"On doit considérer le problème également dans le contexte politique international. Est-il intelligent et prudent que l'Occident permette à un pays qui occupe une position stratégique, géopolitique et militaire aussi importante de devenir le jouet de forces qui n'ont certainement pas le bien-être de l'Occident à l'esprit?"*

Après le massacre de Sharpeville en 1960, mais surtout après les révoltes de Soweto en 1976, les prêts bancaires helvétiques ont joué un rôle décisif pour stabiliser le système d'apartheid. Cette aide évidemment fut payée en espèces sonnantes et trébuchantes puisque l'essentiel de l'or et des diamants sud-africains sont vendus par l'intermédiaire des banques suisses.

Cette fois-ci, leur rôle de soutien est quelque peu entravé. Si elles devaient compenser la "défaillance" des banques américaines en accordant des prêts supplémentaires, elles se verraient accusées de soutenir le régime raciste. De plus, leurs concurrents leur en voudraient d'avoir accaparé le marché. C'est pourquoi, les banquiers helvétiques ont imaginé la solution Max Leutwiler. Ancien président de la Banque Nationale Suisse, il a été pressenti pour devenir l'intermédiaire dans la négociation sur le rééchelonnement de la dette sud-africaine ! Bien entendu, il ne saurait être question de sanctions contre le régime raciste. Le président du conseil d'administration du Crédit Suisse, Jeker, l'a rappelé car cela *"violait la neutralité suisse"* ! Bel exemple du cynisme de l'impérialisme helvétique qui soutient les pires dictatures et expulse les requérants d'asile.

La Brèche

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

ÉMEUTES EN ANGLETERRE :

L'incendie racial



THÉOLOGIE DE LA
LIBÉRATION :

**Des
bidonvilles
à la
libération**

DÉFENSE NATIONALE :

**CHERCHEZ
L'ENNEMI!**

AH, LE BON VIEUX TEMPS...



... ou chercher la différence entre ces deux photos. Celle de gauche, publiée dans la *Voix Ouvrière* (organe du PdT/POP), a un malencontreux rectangle noir (dans le coin supérieur gauche de la banderole) glissé subrepticement pour cacher quelque chose. Celle de droite, l'originale, laisse voir clairement ce qui gêne les camarades du PdT : la signature de la banderole, c'est-à-dire celle du PSO (SAP en allemand). Curieux comme certaines habitudes ont de la peine à disparaître... On se souvient en effet qu'un certain Staline et ses sbires étaient passés maîtres dans l'art du maquillage des photos, entre autres. Tels ou tels personnages connus, en même temps qu'ils disparaissaient au fond d'un camp sibérien, étaient illico effacés des documents photographiques ou d'autres pièces témoignant du passé. George Orwell, dans son célèbre roman *1984*, en a dressé un tableau (de fiction ?) saisissant. Aujourd'hui les rédacteurs de la *Voix Ouvrière* semblent conserver quelques vieux réflexes qui ont fait la puissance du "petit père" des peuples.

Mais venons-en à un sujet moins triste. La photo en question a été prise lors de la manif anti-apartheid du 7 septembre dernier à Zoug. Appelée par la section cantonale du PSO et soutenue par de nombreuses organisations (JSR, Comité Amérique centrale Zoug, Mouvement anti-apartheid, Action de boycott de l'Afrique du Sud, etc.), elle a regroupé plus de 350 personnes. C'est la plus grosse manifestation de gauche entreprise à Zoug depuis 1947. Elle entendait protester contre les liens étroits et profitables existant entre la place financière et bancaire suisse, dont de nombreux représentants sont installés à Zoug, et le régime raciste d'Afrique du Sud.

À PROPSO

MORT DES FORÊTS

Le Conseil d'Etat fribourgeois vient de rendre public un rapport sur la santé des forêts du canton. Il apparaît qu'en quelques années, le mal a fait des progrès considérables. La section locale du PSO a envoyé une lettre ouverte au gouvernement cantonal dont voici des extraits :

"Messieurs les Conseillers,

Vous venez d'envoyer aux député(e)s du Grand Conseil votre Rapport concernant l'état sanitaire de la forêt fribourgeoise. La presse s'en est fait l'écho, non sans un alarmisme que nous estimons parfaitement justifié.

Nous voyons dans ce rapport deux mérites. Le premier est de ne pas cacher l'ampleur du mal qui frappe nos forêts (un arbre sur six atteint). Le deuxième est de désigner clairement les causes du dépérissement, à savoir la pollution de l'air.

Nous ne pouvons toutefois que regretter la pauvreté des moyens que vous proposez pour lutter contre le mal. Les quelques centaines de milliers de francs que vous êtes disposés à consacrer à cette tâche sont ridiculement peu de choses au moment même où vous programmez un nouveau crédit routier de 13 millions.

De plus, nous apprenons que vous vous apprêtez à rendre deux arrêtés : le premier concernant le contrôle obligatoire des installations de chauffage, le second relatif à des mesures d'économie d'énergie. Voilà qui est bien, mais totalement insuffisant, car, comme le montre votre rapport, la pollution due aux chauffages est beaucoup moins importante que celle due au trafic automobile, moins importante également que celle due aux usines. Nous sommes donc profondément déçus que des mesures adéquates ne soient pas proposées dans ces deux domaines. Nous nous souvenons en effet de votre refus d'envisager l'introduction d'un abonnement écologique, de votre refus d'accorder des avantages fiscaux aux automobilistes qui s'équipent d'un catalyseur, de votre acharnement à faire accepter des crédits routiers. (...)

La mort des forêts - et bientôt celle des sols - exige des mesures exceptionnelles. Les dangers qu'elle représente nécessitent la mobilisation de moyens très importants. Le quasi laisser-faire actuel relève d'une inconscience ou de choix criminels. La responsabilité des autorités est engagée dans la catastrophe écologique qui s'annonce. (...)"

CRÉDIT SUISSE COMPLICE DE L'APARTHEID!

C'est avec une banderole portant ce slogan qu'une dizaine de militants du PSO ont manifesté à Lausanne devant le siège du Crédit Suisse.

Car une fois de plus les banques suisses se révèlent être parmi les plus fidèles soutiens du gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Ainsi, alors que la répression ne cesse de se renforcer contre les manifestants noirs, le président de la Direction générale du Crédit suisse a eu le culot de déclarer que "le Crédit Suisse poursuivra sa politique d'investissement en Afrique du Sud". Déjà en 1976, après les révoltes de Soweto, les trois grandes banques avaient apporté une aide décisive au régime sud-africain partiellement boycotté par la communauté internationale. Elles sont aujourd'hui en train de répéter cette ignominie !

Forum 85 Vaincre la xénophobie par la solidarité ZURICH, 19 octobre

Limmathaus, Limmatstrasse 118

(depuis la Gare CFF, tram 4 ou 13 jusqu'à la station Limmatplatz)
Une manifestation politique et culturelle avec du théâtre, des exposés, des ateliers, un débat, un concert et une soirée dansante.

Programme

samedi 19 octobre, dès 10h : Scène théâtrale sur le thème du Forum.
10h45 : "La Suisse - un pays de tradition xénophobe?", exposé de Werner Haug, sociologue, Berne.
11h15 : "Immigré en Europe", exposé de Jacqueline Costa-Lascoux, sociologue, Paris (CNRS).
11h45 : discours d'Alexander J. Seiler, réalisateur.
midi : repas.
14h-16h : Ateliers
16h30 : Débat : la xénophobie - les médias forment-ils secrètement l'opinion ? animé par Rolf Prohala, rédacteur à la radio suisse-allemande, avec

des représentant(e)s des médias.
18h30 : repas.
20h30 : concert du groupe *Fuat Saka* (Anatolie). Fête. Soirée dansante.
Prix de la journée : Fr. 25.- (ét., appr., réfugiés Fr. 15.-). Prix de la fête (19h45) : Fr. 10.- (Fr. 7.- ét., appr. réf.). Les repas sont en plus (Fr. 13.- à l'hôtel Limmathaus).
Informations : Forum '85, Communauté Etre solidaires, case postale, 4002 Bâle, tél. (061) 22 20 10. CCP Bâle 40 - 2126 - 1.

Ce Forum est organisé par Etre solidaires, des associations de travailleurs immigrés et des syndicats.

L'art pour vivre semaine culturelle de solidarité avec l'Amérique centrale LAUSANNE, 1^{er} - 5 octobre

mardi 1^{er} octobre, Grande Salle d'Epalinges, 20h : Chansons romandes et centre-américaines - Dominique Scheder - Rinaldi - Alex Périence - Sarcloret - Oscar Rodriguez.

mercredi 2, Au Noctambule, Place Palud, 21h : Soirée littéraire - Vahé Godel, Nicolas Bouvier, Jacques Roman. Présentation Helena Araujo.

jeudi 3, Salle Saint-Jean, 138, av. de Cour, 20h : Soirée théâtre - Teatro Vivo (Guatemala), dans "La Frontera" - Pierre Miserez.

vendredi 4, Aula de l'EPFL, 33, av. de Cour, 20h : Soirée jazz - Trio A3 (François Nicod, K. Neek, B. Holden) - Bourquin / Francioli / Clerc - Lindemann / Santamaria.

samedi 5, Aula de l'EPFL : 14h : le Théâtre pour enfants de Lausanne dans "Ali Baba et les quarante voleurs". 17h : débat "L'Art pour Vivre, en Suisse romande et en Amérique centrale", animé par Jacques Pilet, avec R. Armijo, N. Gimelfarb, R. Salomon, Y. Théraulaz, M. Bühler, G. Cherpillod, L. Chessex.
19h30 : Gala de clôture, animé par Jean-Luc Bideau, avec tous les artistes de la semaine et Michel Bühler, Luis Esquivel, America Libre, Gustavo Murillo.
23h : Bal avec Les Colombiens (salsa, cumbia).

du 3 au 9 octobre, aux Faux-Nez, Martina Portocarrero (Pérou).
Abonnement : Fr. 55.- (ét., AVS Fr. 45.-). Vente au Service culturel Migros, à la Librairie Basta, Lausanne; au Kiosque du Boulevard, Genève, et dans les locaux du PSO. Le bénéfice de cette semaine sera intégralement versé pour des projets culturels au Guatemala et au Nicaragua. CCP 10 - 2839 - 1.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Suisse - Afrique du Sud : 4 milliards pour l'apartheid 1

POLITIQUE

Droit d'asile : quand la barque était pleine... 3
Réfugiés : refuser les expulsions 3
A propos d'un débat : Giunelsky and Co. 8
Formation professionnelle au Tessin : 40 o/o de oui 8

SOCIAL

L'armée en Suisse (2) : définition de l'adversaire 4
Horlogerie : CCT et défense des militants 4
Mariage - divorce : un miroir à double face 5
En Suisse : l'analphabétisme existe 5

DOSSIER

Théologie de la libération : des communautés de base à la libération 6-7
Quelle stratégie pour quelle libération ? 7

INTERNATIONAL

ANGLETERRE : l'incendie racial 9
ESPAGNE : "Présent partout où cela bouge", interview de M. Romero 9
CHILI : l'Etat assiégé 10
Notes internationales 10

CULTURE

Plainisphère, du jazz de toute la planète 11

L'ÉVÈNEMENT

Théologie de la libération : "La rationalité criminelle du système", entretien avec Georges Casalis 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

une année, enveloppe ouverte 55.-
une année, enveloppe fermée 65.-
une année, étranger (Europe) 80.-
abonnement de soutien 100.-
abonnement d'essai (7 num.) 13.-
(au lieu de 17 fr. 50)

Administration :

La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau
1003 Lausanne (021) 20 98 49
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Symposium de solidarité Les luttes à l'Est BERNE 2/3 novembre "Chleehus"

Programme

samedi 2 novembre, après-midi :
ouverture, thèmes I et II.
Crise dans les pays de l'Est - crise du socialisme ?

Expériences des luttes à l'Est : opposition démocratique, syndicats indépendants, mouvements pour l'autogestion.
samedi soir :
meeting public : *Mouvement pour la paix : même but à l'Est et à l'Ouest ?* suivi d'une FÊTE.

dimanche matin 3 novembre :
thème III. *Dépasser les "blocs" par un mouvement pour la paix à la base : peut-on obtenir la paix sans changement de système ?*

dimanche après-midi :
thème IV. *Solidarité avec les luttes en Europe de l'Est : expériences et perspectives. Solidarité internationale : avec qui ? dans quel but ?*

Renseignements : Symposium Europe de l'Est, case postale 1089, 3001 Berne, tél. : (037) 71 59 58.

Inscriptions : Fr. 30.- (ét., appr. 20.-) donnant droit à une entrée et de la documentation. CCP 30 - 22137 - 3.

Droit d'asile :

Il y a presque cinquante ans, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la Suisse officielle fermait ses frontières aux Juifs persécutés par l'Allemagne nazie. Sur la proposition des autorités helvétiques, un tampon J était apposé sur le passeport des Juifs allemands, ce qui permit d'interdire "l'asile de la Suisse à des milliers de Juifs" (Der Bund, 3 novembre 1984). En 1933 déjà, le Département fédéral de justice et police édictait: "Les Israélites ne doivent être considérés comme réfugiés politiques que s'ils ont dû fuir pour des motifs d'ordre politique; le boycottage, à lui seul, n'est pas considéré comme un motif de ce genre." Le boycottage, c'était l'application en Allemagne des lois antisémites. On ne parlait pas encore de "faux" et de "vrais" réfugiés. Mais on avait déjà introduit de subtiles distinctions pour trier les réfugiés acceptables et les autres. "La barque est pleine", disait-on. On connaît la suite!

280 réfugiés arrivés dans notre pays avant 1984 ont reçu leur ordre d'expulsion. Les associations de défense du droit d'asile ont d'ores et déjà recensé parmi eux 145 cas "douloureux": une majorité de Zaïrois, de Turcs et de Chiliens qui risquent le renvoi directement dans leurs pays. On sait à quel point ces derniers respectent les droits de l'homme. Les "responsables" qui ordonnent ces expulsions le savent tout autant. Aussi est-ce un véritable appel au secours que

Quand la barque était pleine...

ces associations ont lancé. Elles préconisent l'hébergement par des particuliers des candidats à l'asile expulsés (voir ci-contre).

Il est en effet indispensable de tout mettre en oeuvre pour stopper les renvois. Ils se multiplient depuis que les cantons ont rejeté les mesures globales du Conseil fédéral. Et les "arguments" avancés dans cette polémique sont de plus en plus irresponsables. En témoigne par exemple le récent débat que le Grand Conseil vaudois a consacré au problème. Répondant à une interpellation Pidoux (radical, également conseiller national) qui, comme ses devanciers d'il y a cinquante ans, a invoqué cette fameuse "barque pleine", l'exécutif cantonal a eu ces mots: "Le Conseil d'Etat est conscient que la forte augmentation du nombre des candidats à l'asile ne manquera pas de créer à brève échéance au sein de la population des troubles pouvant être graves. Il s'efforce par conséquent de réduire le nombre des demandes par la prise de mesures dissuasives, (...). Dans cette idée, il envisage la création de camps d'accueil où les demandeurs d'asile seront pris en charge dès leur arrivée." (24 Heures, 11 septembre 1985) Ces camps d'accueil à fonction dissuasive ont un de ces petits airs de déjà vu... Toujours au chapitre de la dissuasion, le Conseil d'Etat "a pris la décision d'inviter les bureaux des étrangers à refuser l'enregistrement de tout requérant n'étant pas en mesure de prouver son identité par la présentation de son passeport...", ce qui est parfaitement illégal. Et de conclure sur un ton empreint de fermeté: "... tous les ordres de refoulement - il y en a cinq à sept par mois - donnés par l'Office fédéral de la police ont été exécutés par la police de sûreté." On le constate, c'est la saga des "humanistes".

"Humanistes" que l'on retrouve au Conseil fédéral. Celui-ci vient de présenter ses "nouvelles" propositions. Elles tendent toutes à un règlement du problème par le nettoyage par le vide. Réflexe quasi pavlovien, comme le révélait un ex-fonctionnaire du Service des recours du Département fédéral de justice et police: "Il faut vraiment se battre si l'on veut faire accepter un recours. (...) Que d'arguments ne faut-il pas trouver pour sauver un réfugié de l'expulsion! (...) Donner une suite négative à un recours provoque moins de tracas!" (La Suisse, 9 septembre 1985) Ainsi ce n'est pas la barque qui est pleine, mais la coupe de l'intolérable. En 1939, avec ce slogan auquel certains font aujourd'hui référence, on a bloqué des persécutés hors de nos frontières. Ils en sont morts.

P. Girardet



Interfoto

Réfugiés :

Refuser les expulsions

Maintenant que les cantons ont dit non à la "solution" Kopp, les expulsions de réfugiés vont s'accroître. Il faut l'empêcher, d'autant plus qu'il n'est pas rare qu'on expulse des requérants d'asile directement vers leur pays d'origine. Les associations de défense du droit d'asile ont lancé un véritable appel pour attirer l'attention de l'opinion publique à ce sujet. Elles proposent notamment l'organisation d'hébergements illégaux chez des particuliers qui accueilleraient les réfugiés menacés d'expulsion. Pour faire écho à cette campagne, nous publions de larges extraits du témoignage de Heidi et Peter Zuber, promoteurs de cette opération lorsque le Conseil fédéral avait annoncé le renvoi des Tamouls l'année passée. Ce texte, diffusé par les associations de défense du droit d'asile, explique le but et l'utilité de ce genre d'actions. Les intertitres sont de la rédaction.

En automne 1984, le Conseil fédéral annonça que le renvoi des Tamouls dont la demande d'asile avait été refusée allait être entrepris. (...)

Nous avons décidé d'empêcher leur renvoi ou leur expulsion par tous les moyens possibles, non violents, mais illégaux si nécessaire. Manifestement, en effet, le développement dramatique de la situation au Sri Lanka l'exigeait.

Nous estimons que nous avons le droit de pouvoir héberger chez nous n'importe quelle personne en tant qu'hôte privé, aussi longtemps que c'est réciproquement souhaité.

Par une annonce parue dans trois quotidiens, nous avons fait appel à des sympathisants pour qu'ils se joignent à nous et soutiennent l'Action, qui, par ailleurs, n'est pas constituée en association. Après trois semaines, nous avions à disposition 150 places d'accueil, et 500 personnes s'étaient engagées à soutenir l'AaA (Aktion für abgewiesene Asylsuchende). Spontanément, des privés ont versé 20 000 francs. L'Action a trouvé dans la presse, la radio et la télévision un écho important, et dans l'ensemble, les commentaires étaient positifs. (...)

Prison et amende

Il a fallu nous organiser. Chacun apporta sa contribution, selon ses possibilités et ses capacités. Places d'accueil, soutien financier, travail auprès de l'opinion publique se sont développés parallèlement. Les hôtes de l'AaA n'ont aucun statut social et politique en Suisse. L'Action assumait pour eux l'entière responsabilité. Nous avons confié à des gens compétents, à titre de personne de contact ou de médiateur, la tâche de régler tout problème entre les familles d'accueil et leurs hôtes, et de nous en informer. L'AaA prend en charge l'entretien des hôtes, car ceux-ci ne reçoivent plus aucune aide des pouvoirs publics. Les fa-

que l'AaA héberge bien qu'ils soient menacés d'expulsion n'ont pas été inquiétés jusqu'ici par les autorités et la police. (...)

Faire bouger la politique d'asile

Avec l'AaA nous poursuivons un but concret qui est d'empêcher l'expulsion de requérants dont la demande a été refusée, et ceci après un examen approfondi de chaque cas, lorsque cette expulsion se fait selon des critères qui nous paraissent incompatibles avec ceux du Haut Commissariat pour les réfugiés, de la Convention des droits de l'homme et avec les principes humanitaires. Le requérant refusé sera donc invité dans une famille d'accueil. Nous avons prévu le cas où les autorités arrêteraient cependant un de nos hôtes pour l'expulser. Pour des raisons assez évidentes, je renonce à donner des détails à ce sujet. Les mesures que nous avons prévues, dont nous espérons n'avoir jamais à les utiliser, ne se limitent pas à cacher notre hôte, mais excluent cependant le recours à la violence. (...)

Je voudrais résumer, en conclusion, notre domaine d'intervention: nous empêchons l'expulsion de requérants refusés, de toutes provenances, lorsque, pour chaque cas particulier, celle-ci nous paraît (de notre point de vue) inacceptable pour la personne concernée. Pour les Tamouls, nous intervenons généralement, puisque jusqu'ici leurs demandes ont quasiment toutes été refusées. Nous apportons notre assistance, sur le plan humain, à chaque requérant, et nous nous mettons à disposition pour les démarches éprouvantes concernant sa requête.

Dans un esprit de respect absolu pour chaque être humain et de recherche d'un dialogue constructif, nous essayons de détruire les préjugés de ceux qui pensent autrement, de même que les nôtres, et de faire un travail de sensibilisation de l'opinion publique. (...) La situation des requérants refusés pose à nos familles bien plus que la simple question de savoir si on va pouvoir empêcher l'expulsion. Souvent, notre capacité de louver entre la tolérance et la fermeté, c'est-à-dire d'apporter une aide véritable, est mise à rude épreuve. (...)

Nous essayons de poser un jalon et de faire bouger la politique d'asile. Et nous nous en tenons à l'idée que un peu, c'est mieux que rien. (...)

Pour ceux qui veulent agir à Genève pour éviter des renvois inhumains

- Si vous avez la possibilité d'héberger quelqu'un pour une semaine ou plus, annoncez-le à la permanence créée par les organismes concernés: SOS Asile, 9, avenue Sainte-Clotilde, 1205 Genève (022/28 28 44). On y prendra note de votre proposition en vous donnant les indications pratiques et juridiques nécessaires.

- Si vous acceptez de figurer sur une liste de personnalités appuyant publiquement l'hébergement de requérants menacés d'un renvoi inhumain, annoncez-le à la même adresse. Un texte est en préparation. Faites-nous aussi part de vos idées d'actions.

- Si vous voulez soutenir matériellement les actions en cours, vos versements seront les bienvenus au CCP SOS Asile 12-9584-1 (mention "hébergement").

Merci de votre appui.

milles d'accueil elles-mêmes paient généralement tous les frais, ainsi que les cotisations d'assurances (caisse-maladie, etc.). (...) Sur le plan juridique, pour l'hébergement illégal de requérants refusés, nous risquons la prison jusqu'à six mois et une amende jusqu'à 10 000 francs. Pour le cas où les autorités tenteraient d'arrêter nos hôtes, nous utilisons un système selon lequel ceux-ci peuvent être rapidement et secrètement transférés d'une résidence à l'autre, ou qui permet tout au moins de prévenir l'intervention de la police.

La veille du jour où la première expulsion de Tamouls devait intervenir à Berne, le Conseil fédéral a décidé de renoncer pour le moment aux expulsions. Nous sommes reconnaissants de ce décret concernant les Tamouls, quand bien même il n'est que provisoire.

Des requérants d'asile de Turquie, des pays de l'Est et d'Afrique

L'armée en Suisse (2) :

Définition de l'adversaire

Dans son premier article (*La Brèche*, No 347, 7 septembre 1985), l'auteur rappelait les différents mouvements antimilitaristes qui ont émergé dans notre pays depuis le début du siècle. Il soulignait la césure qu'a représentée la Seconde Guerre mondiale et les raisons de la renaissance, à la fin des années soixante-dix, d'un mouvement de masse pour la paix. Aujourd'hui il aborde le fameux thème de l'ennemi "menaçant notre indépendance". Cet article fait partie d'une série qui continuera dans les *Brèche* suivantes.

Un auteur américain décrivait notre "grande muette" en ces termes : "L'armée suisse compte en tout cinquante mille officiers qui ne sont ni instructeurs ni membres de l'Etat-Major. Cependant, ces hommes d'affaires, ces banquiers, sitôt qu'ils quittent leurs bureaux, entrent immédiatement dans leur peau de militaires. (...) colonel et avocat, banquier et capitaine, major et homme d'affaires ne font qu'un. (...) Ainsi que me l'a délicatement exprimé un capitaine, "nous ne souhaitons pas créer une caste d'officiers; mais d'une certaine manière, nous voyons mal un plombier ou un maçon parmi nous."¹

Quand la Suisse déménagera au Nouveau-Brunswick

L'image est connue : une Suisse, toutes distinctions de classe oubliées, se recroqueville sur ses bas-

principe secrète. Mais, récemment, on a appris qu'un accord venait d'être passé avec le gouvernement du Canada, mettant à disposition un lieu pour le déplacement du siège du Conseil fédéral et de sa cour de conseils d'administration. Ce lieu, la province du Nouveau-Brunswick, a l'avantage d'être bilingue et de se trouver en Amérique du Nord, mais - instinct de survie oblige - à bonne distance d'endroits susceptibles de subir une attaque nucléaire.

Toutes les sociétés suisses souhaitant pouvoir établir leur siège à l'étranger en cas de guerre doivent indiquer leurs préparatifs au Registre fédéral du commerce et de l'industrie. Les entreprises, en outre, envisagent d'autres hypothèses. Elles ont développé leur propre concept de crise, qui recoupe très précisément les scénarios imaginés par l'état-major général (EMG). Une

Ah ! la belle tradition militaire

"Il ne peut plus être ignoré que l'histoire militaire de la Suisse - et l'histoire de la Suisse est en grande partie de l'histoire militaire - en tant qu'histoire sociale montre une lutte de libération, qui pour le combattant individuel était tout simplement une lutte désespérée. Le métier de la guerre servait à éliminer le chômage des trop nombreux fils de paysans qui ne pouvaient hériter d'un domaine. Leur misère était la vertu, à laquelle ce pays doit son existence. Déjà avant le tournant de Marignan ils étaient, les enfants paysans de quatorze à vingt ans, représentés à 90 o/o dans les armées des villes. Plus tard ils furent vendus comme mercenaires à des Etats étrangers et de cette façon contribuèrent à fonder la richesse de la Suisse. La couche inférieure porte la couche supérieure. (...)"

Peter Noll. *Die Legende Schweiz. In Gedanken über Unruhe und Ordnung.* Pendo-Verlage, Zurich, 1985, p. 289.

Le peuple est imprévisible

En 1972, le général français, André Beaufre, publiait un ouvrage remarqué : *La guerre révolution-*

des matières premières, le problème de l'énergie impliquent une "multiplication des acteurs". Les porteurs de "l'offensive stratégique" sont des groupes d'orientation "totalitaire". La guerre conventionnelle sera précédée, accompagnée et prolongée de la guerre indirecte. Il y aura une combinaison entre actions de commando et actions psychologiques³.

La "déstabilisation" écologiste

Qui donc est le porteur de la guerre indirecte? Le scénario "secret" de l'exercice de défense générale d'automne 1984 dévoile la vérité. Ce scénario débute avec un conflit dans les Balkans (sic !), après des élections en Grèce qui amènent un gouvernement "anti-américain" au pouvoir. Suite à un échange nucléaire limité en Europe, l'URSS occupe sans difficultés particulières la Suisse orientale, tandis que l'OTAN s'installe avec l'accord du Conseil fédéral, en Suisse romande. Outre l'acceptation de la thèse reaganienne de la guerre nucléaire limitée, l'EMG admet que le problème essentiel n'est pas "l'invasion soviétique". Celle-ci s'arrête à peine commencée, l'URSS étant plus préoccupée par des dissensions intérieures en Pologne ! Une telle appréciation se confirme à la lecture du film des événements proposés aux participants de l'exercice.

125 de ces événements, soit le 51 o/o, concernent le sabotage, la subversion, l'opposition interne. Parmi ceux-ci : une manifestation pacifiste à Genève, une occupation de l'Université de Berne par des étudiants qui refusent la conscription, la destruction d'une ligne de haute tension venant de la centrale nucléaire de Mühleberg, des conflits avec des travailleurs immigrés, des envois postaux à contenu subversif, une manifestation contre l'armée à Lucerne. Seuls 59 événements (24 o/o du total) ont trait au Pacte de Varsovie et aux troupes d'occupation soviétiques.

La conclusion s'impose. La tâche prioritaire de la direction de l'exercice est de contrer, non pas les occupants du Pacte de Varsovie ou de l'OTAN, mais les activités d'une population helvétique largement hostile ! Car enfin, les 125 actes hostiles commis par des citoyens supposent l'existence d'une opposition populaire interne substantielle. Le danger serait donc interne, il viendrait de "ceux d'en bas", en grande majorité pacifistes et écologistes. Drôle de confiance dans ce peuple censé appuyer à 99 o/o la défense nationale. Que l'on s'éloigne aussi fortement de la réalité actuelle n'est pas pour déplaire aux auteurs du scénario. Car, à l'instar des doctrines de la "sécurité nationale" en vogue sous les dictatures latino-américaines, il s'agit de prévenir autoritairement toute contestation.

A. Meylan

1. John McPhee. *La place de la Concorde suisse.* Grasset, Paris, 1985, p. 94.

2. *Bilanz*, juin 1985.

3. Ernst Wetter. *Schweizer Militär Lexikon.* Huber Verlag, Frauenfeld, 1984, pp. 32-33.



En attendant l'adversaire...

Interfoto

Et résiste victorieusement à l'agresseur pour sauver la démocratie. La revue économique *Bilanz* esquinte quelque peu cette image d'Épinal : "Un peuple uni? Avec des exceptions. Tout ce qui a un nom et un titre dans l'économie helvétique, ne serait pas dans un bunker en cas de guerre, mais bien plutôt en un exil sûr."² En effet, le Conseil fédéral a déjà prévu la chose. En cas de guerre, le gouvernement et les conseils d'administration des principales banques, assurances, trusts des industries chimiques, alimentaires et des machines fuieront le sol national pour assurer la "survie de la Suisse". Les autres, pauvres diables, devront se débrouiller comme ils le pourront entre les déchets radioactifs et l'hiver nucléaire ! Où iront ces "représentants de la patrie" ? La chose est en

multinationale de l'industrie des machines a avoué au journaliste de *Bilanz* : "L'arrêté du Conseil fédéral ne prévoit que le cas d'hostilités armées. Les firmes doivent prévoir des alternatives plus vastes, également pour le cas d'un bouleversement intérieur, d'une guerre civile." Dans ce cas, une grosse partie des activités serait transférée à l'étranger, et, pour le préparer, "les firmes exercent, à la manière d'un état-major général, de tels déplacements, notamment les banques. (...) Il y a même une logistique à disposition pour le logement à l'étranger" !

L'obsession du "bouleversement intérieur" est largement répandue dans la classe dominante. Même si, aujourd'hui, l'ordre existant n'est guère contesté par de larges couches de la société !

naire. Sa thèse centrale est simple. Vu l'équilibre de la terreur entre grandes puissances nucléaires, les seules guerres possibles sont les guerres révolutionnaires, se déroulant essentiellement sur le front intérieur d'un pays. Beaufre vise l'époque historique actuelle caractérisée, selon lui, par "des développements historiques rapides" qui auront inévitablement pour conséquence "des grands changements". Les idées de Beaufre ont fortement influencé les militaires suisses.

Ainsi, dans le message du Département militaire fédéral du 9 septembre 1982 sur le programme d'armement 1984-1987, il est indiqué que la source des conflits croît. Les problèmes territoriaux non réglés, la surpopulation, les inégalités régionales, les tensions politiques et idéologiques, la raréfaction

Horlogerie :

CCT ET DÉFENSE DES MILITANTS

La conférence d'industrie du 24 août a décidé par 44 voix contre 29 de ne pas dénoncer la convention collective de travail (CCT). Ce refus illustre le recul de la capacité de mobilisation de la FTMH (métallurgie et horlogerie), dans un secteur soumis à une attaque très dure de la part des milieux patronaux.

Pour les patrons les priorités sont claires. D'une part, le maintien de bas salaires en refusant l'introduction d'un salaire minimum dans la convention. Il n'est pas rare de trouver actuellement des ouvrières travaillant pour un salaire brut de 1300 francs par mois. D'autre part l'introduction et l'extension du travail de nuit pour les femmes et de la flexibilité du temps de travail.

Ainsi la conférence d'industrie qui se tiendra en décembre sera placée devant le choix suivant. Soit accepter les minces concessions lâchées par les patrons (40 heures sans diminution de salaire pour une date indéterminée, 13^e salaire complet, plus quelques miettes). Cette nouvelle convention laisserait aux patrons les mains libres sur l'essentiel. Soit refuser cela et voir se prolonger purement et simplement l'actuelle CCT pour une année.

Malgré les affirmations des dirigeants syndicaux, les licenciements massifs de ces dernières années ont sérieusement entamé la capacité de résistance du syndicat sur le terrain. Des militants reconnus, démoralisés de voir leur direction syndicale considérer la restructuration comme une fatalité économique contre laquelle on ne peut rien, ont démissionné, certains après quarante ans d'activité (!). La conférence d'août a souffert de ces absences.

Dans cette situation, il était plus important que jamais de soutenir clairement le vice-président de la commission d'Ébauches SA Marin (MEM) (voir *La Brèche*, No 347, 7 septembre 1985). Placé depuis deux ans dans les pénibles conditions du travail de nuit, il s'est battu pour leur amélioration et s'est porté à la pointe du combat contre son introduction pour les femmes. La réponse de la conférence à cette attaque a malheureusement été ambiguë.

La "modernisation" de l'appareil de production ne doit pas faire les mêmes dégâts qu'aux Etats-Unis. Dans l'électronique de pointe, à Silicon-Valley, les conditions de travail ont reculé de cinquante ans et le syndicat a complètement disparu. Pour empêcher cela, les militants syndicaux doivent être plus que des poseurs d'affiches et les commissions du personnel plus que des béni-oui-oui de leur direction. La défense inconditionnelle de tous les militants syndicaux licenciés, afin de les maintenir à leur place de travail pour qu'ils puissent continuer à y mener l'action syndicale, doit rester une priorité dans la difficile période actuelle.

L. Fiorelle

Mariage — divorce :

UN MIROIR À DOUBLE FACE

Toujours moins d'enfants. Ce n'est que le résultat d'un autre phénomène : on ne se marie plus et on divorce davantage. En Suisse, 95 o/o encore des enfants naissent de couples mariés. Pourtant la famille "normale" va à la dérive. En effet, une femme sur trois ne se marie pas, et, une fois mariée, une sur trois divorcera. Résultat : moins de la moitié des adultes vivent en situation normale-maritale.

Cri de soulagement, il y a quelques semaines, quand les statistiques ont révélé qu'en 1984, pour la première fois depuis une vingtaine d'années, le nombre des divorces régressait (-4,2 o/o) en même temps que celui des mariages remontait (+2,6 o/o) par rapport à 1983, année record en divorces. Mais la petite famille, avec le père, la mère et leur(s) enfant(s), n'est plus qu'une réalité minoritaire. La majorité de la population adulte vit soit dans une famille monoparentale, soit comme célibataire, soit en concubinage.

Les bas salaires incitent au mariage

Quand un homme et une femme envisagent le mariage, l'idéal

d'amour — gratuit et réciproque (!) — régit le choix... plus que les ressources. Pourtant quand ils rompent leur engagement, les modalités de répartition des revenus éclairent les relations financières existant entre eux. Mariage et divorce, un miroir à double face d'une même réalité quotidienne.

C'est au moment où la famille éclate qu'on peut mesurer les avantages de sa cohésion. Combien de couples (ou de conjoints individuellement) renoncent ou retardent le divorce car ils ne pourraient plus, ni l'un ni l'autre, atteindre le minimum vital. Certains vivent un réel appauvrissement après le divorce. Le salaire est en effet resté un salaire familial, apporté par le père pour entretenir sa famille. Mais seu-

lement dans une certaine mesure puisque, de plus en plus, le salaire de la femme est devenu une composante indispensable du niveau de vie de la famille. Alors quels salaires féminins pourraient garantir réellement l'autonomie financière d'une mère avec enfant(s)? Pour beaucoup de femmes non salariées, ou avec de bas salaires, le mariage, ou, après le divorce, le remariage ou encore le retour dans sa propre famille s'imposent ne serait-ce que du point de vue financier.

Les femmes et le divorce

La majorité des divorces démarrent à la demande des femmes. Les femmes salariées sont demanderesse principales dans 70 o/o des cas, alors que cette proportion tombe à 59 o/o pour les femmes sans activité professionnelle¹. Peut-on en conclure que l'accroissement du nombre de divorces soit dû à l'augmentation du taux d'activité des femmes? En partie, probablement. Les femmes salariées ont acquis une autonomie financière, même rela-

tive, qui leur permet d'envisager l'indépendance. Mais elles ont surtout pris conscience de leurs droits. Elles maîtrisent mieux leur avenir et peuvent entreprendre plus aisément les démarches juridiques pour demander le divorce.

Cependant, le nombre des divorces augmente dans une proportion bien supérieure à la croissance du nombre de femmes salariées, ce dernier restant relativement stable en Suisse (à peine une sur deux). Le fait que les femmes sont de plus en plus à l'initiative du divorce (66 o/o en moyenne en Suisse dès 1971), et en particulier les femmes salariées, est ce qui a véritablement changé. Pourtant pour certaines divorcées, sans revenu propre, la situation devient vite misérable et humiliante. Elles dépendent, elles et leurs enfants, du versement des pensions alimentaires. En cas de non-paiement, les services d'encaissement, voire l'assistance sociale, interviennent. Dans 80 o/o à 85 o/o des cas, la charge des enfants leur est attribuée. Aussi appauvrissement et isolement social constituent-ils une véritable pression vers un remariage.

Et les hommes ?

Le divorce signifie pour l'homme également un appauvrissement relatif, quelquefois même intolérable. Imaginons un couple avec deux enfants disposant d'un revenu de 3000 francs (un salaire ou deux très

VIVRE INDÉPENDANTE... ?

Jacqueline, vendeuse, gagne 1400 francs net pour plus de 40 heures par semaine... Elle ne peut louer un appartement et vivre indépendante: elle doit rester dans sa chambre chez ses parents!

* Si elle est enceinte et veut élever seule son enfant, elle devra quémander un accueil dans un centre pour mères célibataires, ou dépendre des possibilités de ses parents. Ou alors accepter le mariage... au moins pour les premières années, puisque la probabilité du divorce est grande.

* Et si elle divorce, elle se retrouvera dans le cercle infernal !!!

Nombre de divorces pour 100 mariages

Moyenne en Suisse

année	nombre de divorces
1900	5
1925	8
1965	13
1975	21
1980	25
1983	31

Un mariage sur trois se termine en divorce, un sur quatre avant la cinquième année de mariage. Dans les grandes villes, un sur deux.

bas salaires). Si ce couple divorce, le père versera une pension de 1000 francs pour les enfants, plus 500 francs pour la femme si elle n'est pas salariée. Ni l'un ni l'autre ne pourra couvrir ses dépenses courantes.

Que faire sinon se remarier? Pour l'homme aussi, la paupérisation consécutive au divorce incite au remariage. Sans compter le privilège découlant de retrouver une ménagère dévouée! Au cas où la femme jouit d'un salaire, même faible, l'avantage est évident pour la vie commune... mais aussi lors du divorce. Le double salaire facilitera l'accès au divorce pour l'homme tout autant et diminuera sa perte au moment de la séparation. Son revenu sera moins grevé par les pensions alimentaires. La femme paie alors sa propre autonomie, car son revenu restera le plus souvent bien inférieur à celui de son ex-époux.

On divorce donc beaucoup... mais on se remarie assez souvent, surtout dans les milieux à bas salaires. La sécurité affective se vit encore essentiellement au sein du couple marié. Et la sécurité matérielle n'est guère accessible aux femmes seules.

M.-Thé Sautebin

1. Informations et données tirées de l'étude de 490 divorces prononcés à Genève en 1980. B. Bastard et Laura Cardia-Vonèche in *Sociologie du travail*, No 3, 1984.

En Suisse :

L'analphabétisme existe

Après les nouveaux pauvres, les analphabètes fonctionnels. Un de ces "concepts" dont sont friands les sociologues... et que la crise a tendance à faire surgir de plus en plus souvent. On était certain que la pauvreté avait quasiment disparu dans les "sociétés industrielles": elle réapparaît aujourd'hui de plus belle, les "nouveaux" venant s'ajouter aux "anciens". On parlait également d'éradication de l'analphabétisme. Or les illettrés, complets ou fonctionnels, se comptent en millions dans les pays capitalistes avancés¹. En Suisse, vraisemblablement plusieurs dizaines de milliers.

Malgré le silence des statistiques officielles en la matière, quelques études et enquêtes (notamment celles du Mouvement populaire des familles) éclairent un tout petit peu la situation.

10 000 à 20 000 illettrés

L'institut de pédagogie de l'Université de Zurich a mené l'année passée une enquête sur l'analphabétisme. A partir de tests effectués sur des élèves terminant leur scolarité obligatoire en classe de développement et par extrapolation, le professeur Hans Grisseman évalue à 10 000 ou 20 000 le nombre d'analphabètes en Suisse. Ce chiffre ne représente probablement que la

pointe de l'iceberg. La majorité d'entre eux sont issus des classes de développement ou d'enseignement spécialisé². Ils ont donc appris à lire et à écrire mais, une fois sortis de l'école, ils "désapprennent" rapidement (ce sont les analphabètes fonctionnels). Ainsi très peu font un apprentissage, même pas un apprentissage élémentaire³. Leur future insertion professionnelle s'en trouve alors lourdement hypothéquée.

En effet, ces illettrés fonctionnels sont incapables de communiquer par écrit, ne peuvent pas rédiger un rapport de travail, remplir une déclaration d'impôt ou le premier formulaire venu. Lorsqu'ils passent leur permis de conduire, ils

répondent par oral à l'expert. A l'occasion de votes populaires ou d'élections, sans la télévision ou la radio, ils ne connaîtraient même pas l'objet du scrutin. On imagine aisément l'état de dépendance que cela implique et la difficulté, pour ces gens, à faire respecter leurs droits.

Ça ne tombe pas du ciel

Bien que l'enquête zurichoise le mette peu en évidence, il ressort d'autres études, allemandes et américaines en particulier, une corrélation évidente entre pauvreté et analphabétisme. La biographie des illettrés comporte inmanquablement des caractéristiques semblables: famille nombreuse, conditions déplorables de logement, chômage, alcoolisme, obligation de travailler dès l'enfance, parents divorcés, nombreux changements de domicile et donc d'écoles, etc. A l'heure où la crise multiplie les fermetures d'entreprises, ce genre de problèmes ne va pas disparaître de sitôt. Du reste une thèse récente de l'Université de Zurich montre que le



Scène intérieure d'un office social.

nombre des cas d'assistance publique augmente. De 1980 à 1983, ils se sont accrus dans cette ville de 65 o/o, passant de 3643 à 5929 (*La Brèche*, No 334, 2 février 1985). Une progression qui reflète l'évolution du chômage. Les idéologues du néo-libéralisme pourront toujours vanter les performances de leur système, les nouveaux pauvres et les analphabètes fonctionnels sont en mesure d'en parler plus concrètement.

P. Girardet

1. Jonathan Kozol, universitaire connu et auteur de *Illiterate America*

estime que sur 231 millions d'habitants, les Etats-Unis comptent 60 millions d'analphabètes, dont 25 millions d'illettrés complets et 35 millions de fonctionnels.

2. Dans le canton de Vaud, les statistiques scolaires indiquent que 18 o/o des 65 000 élèves ont du retard dans leurs études: un an pour 13 o/o d'entre eux, deux ans pour 1,5 o/o; 1,4 o/o des écoliers suivent des classes de développement et 2 o/o des classes d'enseignement spécialisé (*Le Matin*, 6 septembre 1985).

3. Apprentissage de courte durée (un ou deux ans) prévu pour les jeunes ayant des difficultés scolaires et ne donnant pas droit à un Certificat fédéral de capacité (CFC).

Le théologien de la libération chilien Fernando Castillo souligne avec insistance que l'apparition des communautés de base d'Amérique latine ne peut être comprise comme un phénomène isolé, et finalement inexplicable. Elle est au contraire liée au développement de l'Eglise latino-américaine dans son ensemble, et plus précisément à sa décision historique d'être prioritairement une Eglise des pauvres, décision prise en 1968 à la Deuxième assemblée générale de l'épiscopat d'Amérique latine de Medellín. Que faut-il entendre par là, plus précisément ?

LE CONTEXTE LATINO-AMÉRICAIN

Les théologiens de la libération ont coutume de diviser l'histoire de l'Eglise d'Amérique latine en trois époques essentielles :

1. **L'époque du christianisme colonial (1492-1808) :** époque de la colonisation espagnole et portugaise ;

2. **L'époque du nouveau christianisme (1808-1959) :** époque de l'indépendance nationale contre l'Espagne et le Portugal et de l'influence croissante de l'Angleterre et des Etats-Unis ;

3. **L'époque de la naissance de l'Eglise du peuple, ou Iglesia popular (dès 1960).**

Au cours des deux premières époques, l'Eglise s'est plus ou moins adaptée aux intérêts économiques et politiques des détenteurs du pouvoir — à quelques exceptions près comme Bartolomé de las Casas ou Antonio Valdivieso. Le théologien brésilien Leonardo Boff porte ce jugement : "L'évangélisation s'est déroulée, pendant toute la période de colonisation, (...) du point de vue des classes dominantes." Certes, les pauvres, les exploités et opprimés, les esclaves et les indigènes faisaient partie de l'Eglise. Mais celle-ci entretenait à leur égard des rapports paternalistes : le peuple était tout au plus un objet de sollicitude et d'assistance caritative de l'Eglise. Mais il n'était en rien un sujet qui aurait pu faire pénétrer dans l'Eglise ses aspirations et ses besoins de justice et de libération. L'Eglise ne se plaçait pas dans la perspective du peuple mais restait prisonnière du point de vue du pouvoir dominant.

Cette alliance commence à être ébranlée dans la troisième époque (depuis 1959). Les contradictions économiques et sociales s'accroissent en Amérique latine depuis 1967. L'appareil d'Etat réagit par une répression croissante. Les militaires organisent des putschs sur tout le continent. Au même moment, la première révolution socialiste se réalise à Cuba. Les Etats-Unis ne parviennent à bloquer une évolution analogue au Guatemala et en République dominicaine que par des interventions militaires directes. L'Eglise est toujours plus ouvertement placée devant l'alternative suivante : soit maintenir le pacte avec l'appareil d'Etat répressif et les élites dominantes, soit passer aux côtés du peuple exploité et opprimé et abandonner les privilèges, garantis par l'Etat, de la bonne conduite ecclésiastique. A Medellín, elle se détermine en faveur d'une libération totale des déshérités. En 1979, cette "option préférentielle en faveur des pauvres" est confirmée contre toutes les tentatives et manœuvres opposées (notamment des professeurs et évêques d'Allemagne occidentale).

L'ÉMERGENCE DES PAUVRES DANS L'ÉGLISE

Quand l'Eglise latino-américaine se présente comme une Eglise des pauvres, elle affirme d'abord la rupture de son alliance avec les classes dominantes. Mais elle reconnaît du même coup sa dette pour cinq cents ans de complicité avec le colonialisme et exprime sa volonté de renverser ce rapport. La prédication et l'action de l'Eglise doivent désormais se laisser déterminer par le point de vue, la perspective et les exigences des pauvres. Le tournant de l'Eglise latino-américaine ne se fait donc pas seulement sur le papier ou par proclamation. Il implique un changement réel et radical de son assise sociale.

Pour que l'Eglise prenne une forme concrète et perceptible pour les classes déshéritées, un autre mouvement est nécessaire : "l'irruption des pauvres dans l'Eglise" (Castillo). L'Eglise ne peut réellement prendre parti pour les pauvres que si ceux-ci articulent eux-mêmes leurs idées et leurs aspirations, leurs souhaits et leurs espoirs. Une Eglise où entrent les pauvres est une Eglise où ceux qui ont dû se taire pendant des siècles commencent à parler ; de consommateurs passifs de la parole de Dieu ils deviennent des producteurs actifs de l'évangélisation.

L'expression concrète de cette irruption des pauvres dans l'Eglise est la communauté de base. Ces communautés garantissent l'enracinement de l'Eglise parmi les pauvres.

LES COMMUNAUTÉS DE BASE

La plupart des membres des communautés de base sont issus du peuple, et par peuple — contrairement à chez nous — il faut entendre ici un concept de classe. Le peuple est formé des exploités et des opprimés par opposition aux élites des propriétaires et du pouvoir. Comme les membres des communautés de base se recrutent pour l'essentiel dans les classes dominées, on les retrouve avant tout dans deux lieux géographiques : à la campagne — les communautés paysannes (*campesinos*), par exemple — et en bordure des villes, dans les quartiers pauvres. Des gens des classes moyennes ou supérieures participent évidemment aussi à la construction des communautés de base. Il s'agit de prêtres, de religieux des ordres mais aussi de laïcs qui ont



Jean-Paul II et la théologie de la libération : une de ces migraines...

Théologie de la libération :

Des communautés de base à la libération

Il n'est plus nécessaire de souligner l'importance du débat initié par ce qu'il est convenu d'appeler la *théologie de la libération*. Les diatribes de l'actuel pape suffisent pour en démontrer le caractère "dérangeant". Ceci d'autant plus que le continent latino-américain est particulièrement impliqué dans cette discussion qui n'est pas "que" théologique. La théologie de la libération trouve en effet ses racines dans les luttes de libération du peuple et dans les communautés chrétiennes de base (ci-après : communauté de base). Elle se comprend explicitement comme un "second pas" (Gustavo Gutierrez) par rapport à ces communautés. Une appréciation précise de la théologie de la libération exige donc de garder à l'esprit la signification des communautés de base. La contribution que nous publions — et que nous avons demandée à Odilo Noti, assistant à la faculté de théologie de l'Université de Fribourg — fournit quelques données d'explication et des informations dans ce sens¹.

consciemment pris parti pour les pauvres. Ils sont donc en rupture, ils ont trahi leur classe.

Quelles sont les circonstances ou les causes qui ont donné naissance aux communautés de base, conduit au regroupement conscient et décidé de chrétiens en groupes, le plus souvent d'une paroisse ? Le Brésilien Clodovis Boff (le frère de Leonardo) en souligne deux : a) religieuse-ecclésiastiques et b) socio-politiques.

a) A leurs débuts surtout, bien des communautés de base sont nées du manque persistant et toujours accru de prêtres. Les gens voulaient essayer de garder vivante leur foi ou même de trouver une foi personnelle engagée malgré l'absence d'un responsable de leur paroisse. Il faut se représenter la fondation d'une communauté de base comme un processus issu de la vie quotidienne : un prêtre ou une religieuse ou un laïc engagé propose la fondation. Ils veulent peut-être donner suite aux vœux exprimés par les évêques d'Amérique latine, qui se sont toujours clairement prononcés pour la construction de l'Eglise dans ce sens. Ou peut-être, la paroisse originelle est devenue trop grande, il devient urgent de la diviser. Ou encore, un membre déménage et voudrait transmettre et favoriser, là où il va, des expériences analogues de solidarité chrétienne.

b) A la campagne par exemple, les gens sont forcés de s'organiser pour empêcher que l'Etat ou le grand propriétaire foncier ne leur enlèvent leurs terres. Ils doivent faire cause commune, dans un bidonville, pour que les trax ne le détruisent pas, ou pour amener l'eau. Ou bien, ils veulent défendre ensemble une infrastructure minimale : l'électri-

cité, l'eau potable ou un enseignant payé dans leur école. Ils préparent une grève ou organisent leur autodéfense contre les menées de la police et de l'administration.

EXPLOITÉ, OPPRIMÉ ET CROYANT

Lorsqu'une communauté de base s'est constituée pour des raisons religieuses et ecclésiastiques, la tentative de vivre sa foi de manière personnelle et engagée conduit la communauté ou certains de ses membres à développer une activité sociale et politique. A l'inverse, dans les communautés de base nées d'initiatives sociales et politiques, on commence à réfléchir à sa situation et aux problèmes à la lumière de la Bible. Ou on célèbre ensemble l'eucharistie (*célébration religieuse, réd.*) en communauté de croyants solidaires, engagés dans une lutte de libération.

Dans un cas comme dans l'autre, les membres se comprennent à la fois comme exploités et opprimés et comme croyants. Ils tentent dans les deux cas — avec la Bible comme source d'inspiration et par la célébration commune de l'eucharistie comme encouragement — de trouver la voie d'une libération de l'oppression et de l'exploitation. La réflexion religieuse fondée sur la Bible, la célébration liturgique et les expériences concrètes quotidiennes forment un tout. Mais le point de départ, de référence, le fondement sont constitués par la vie concrète des pauvres, ses expériences de souffrance, de conflits, de joies et de luttes.

C'est cette vie qui donne son fondement à la lecture de la Bible et à la célébration de l'eucharistie.

Les communautés de base ne sont pas de simples assemblées de réflexion et de prière (Boff). Elles sont essentiellement, de manière irréductible, des communautés de chrétiens agissants, engagés dans la libération du peuple. Les modalités de cet engagement — et donc la physionomie de la communauté de base — sont multiples. Elles dépendent des possibilités des différents membres du groupe ou du groupe lui-même selon les conditions culturelles, politiques et économiques concrètes, selon les besoins et les exigences du peuple. Une communauté de base peut ainsi s'engager à développer des cercles bibliques et de discussion ou alors s'organiser et promouvoir une amélioration des conditions de vie élémentaires. Elle peut entamer une campagne d'alphabétisation ou entreprendre un travail de formation politique, prendre en main la création d'un syndicat, etc.

Pour ceux et celles qui s'intéressent à de plus amples informations et explications sur les tenants et aboutissants de la théologie de la libération, *La Brèche* a déjà publié dans son numéro 327, du 6 octobre 1984, une interview du père Antoine Gisler, ancien missionnaire dans le tiers monde. Ce numéro est disponible dans nos locaux ou à la rédaction.

nauté de base a, comme auparavant, besoin des services du théologien professionnel. Celui-ci a pour tâche de l'accompagner dans sa réflexion commune sur la pratique de sa foi et de l'animer. Il aide la communauté à analyser sa situation concrète, la soutient dans sa lecture de la Bible adaptée au présent et discute avec elle les possibilités d'action. Mais ceci présuppose que le théologien devienne un **intellectuel du peuple**, qu'il partage donc les conditions de vie de la communauté de base, ses espoirs et ses soucis comme les siens propres. Il n'est plus simplement un enseignant, mais un militant aussi.

c) Dans la communauté de base, les hommes vivent et expérimentent la solidarité. Les opprimés commencent à marcher debout et expérimentent de nouvelles formes de vie communautaires démocratiques, entre frères et sœurs. Leur pratique est en opposition aux lois d'un système nécrophile et idolâtre. Les communautés de base anticipent sur ce que pourrait être une nouvelle société, où prévaudrait la loi de l'amour au lieu de la servitude à la logique du capital. Les communautés de base développent ainsi une force explosive dont les effets seront durables.

Odilo Noti

1. Concernant les implications de la théologie de la libération pour les pays capitalistes avancés, lire à la dernière page l'interview exclusive de Georges Casalis, théologien protestant.



Le théologien brésilien Leonardo Boff (à gauche).

La communauté de base peut prendre la fonction ou entreprendre la construction d'organisations sociales et politiques qui font défaut. Elle agira, alors, comme **groupe** non seulement religieux, mais aussi culturel (campagne d'alphabétisation), politique (organisation de défense juridique) ou économique (création d'une banque coopérative). Lorsque de tels organismes séculiers — c'est-à-dire non religieux — existent déjà pour le peuple, les membres **individuels** de la communauté de base participeront comme membres actifs, voire même dirigeants, au travail de ces organismes populaires. Le groupe de base deviendra alors le lieu où ils rapportent et célèbrent leur engagement dans ces organisations séculières. Clodovis Boff: "Les communautés de base se montrent solidaires où elles le peuvent, critiques où elles le doivent." Elles se comprennent comme un élément du mouvement populaire (Castillo).

LE DÉFI

Les communautés de base d'Amérique latine ont fait surgir une nouvelle — mais profondément biblique — compréhension de la foi (a) et transformé le point de vue de la théologie et de l'Eglise (b). Leur existence n'est en outre pas sans conséquences du point de vue social (c):

a) Les chrétiens qui déclarent lutter contre les puissances de mort du capitalisme en déclin rapprochent leur résistance de celle des récits bibliques de libération. Ils reconnaissent l'importance de ceux-ci pour leur situation d'opprimés; et comme ils se sentent remplis de la promesse de vie biblique, ils n'acceptent pas la mort que la société ordonne d'en haut. Pour eux, la foi signifie poursuivre, dans les conditions du XX^e siècle, c'est-à-dire dans des conditions où règne toujours l'injustice, la praxis libératrice de Jésus.

b) La communauté de base est un "collectif théologique" (Boff). Ses membres commencent à parler et à agir eux-mêmes. Ils formulent des prières, des chants, des textes de méditation. Ils dénoncent l'injustice et formulent leur révolte. Les pauvres arrachent la Bible du pouvoir des élites dominantes et se l'approprient comme vérité de leurs souffrances et de leurs luttes. Ils trouvent un accès direct à la parole de Dieu sans que les garde-fous de l'orthodoxie s'en mêlent. La structure de classe de l'Eglise, divisée entre ceux qui se taisent et ceux qui parlent, est abolie. La commu-

Journée d'études

Théologie de la libération et libération

Samedi 28 septembre, de 10h à 18h
Université de Pérolette, auditoire de biochimie
FRIBOURG

organisation: Collectif Dialogue (Fribourg)

PROGRAMME

Samedi matin

Théologie de la libération — pourquoi?

Quelles sont ses origines? Une perspective avant tout pour les chrétiens des pays du Tiers-Monde?

10h-11h: Allocation de bienvenue: Josaphat Pinto de Oliveira, dominicain, professeur de théologie morale à l'Université de Fribourg. Exposé introductif sur la théologie de la libération: Christian Ducoq, dominicain, professeur de théologie dogmatique à l'Université de Lyon.

11h-12h30: Débat. 12h30-14h: Repas.

Samedi après-midi

Théologie de la libération et stratégie de la libération

14h-15h30: Deux communications: Giulio Girardi, prêtre, professeur de philosophie politique à l'Université de Sassari (Sardaigne); Charles-André Udry, économiste, collaborateur du "Centrum voor Politologie" de l'Université Libre de Bruxelles.

15h30-16h: Pause. 16h30-18h30: Débat et conclusions.

Samedi soir

19h-23h: Repas en commun et discussions informelles pour ceux/celles qui le désirent.

Renseignements et inscriptions (avant le 24 septembre): Collectif Dialogue, c/o Mô Massard, 7, Vieux-Chênes, 1700 Fribourg. CCP: 17-11080-2, Antoine Gisler — Collectif Dialogue, Fribourg.

Quelle stratégie pour quelle libération?

Les débats relatifs à la théologie de la libération (TL) ne relèvent pas du domaine académique ou de l'atmosphère raréfiée d'un séminaire de haute philosophie. Ce courant vigoureux est, au contraire, l'expression d'un phénomène social de grande envergure qui a pénétré profondément les structures ecclésiastiques traditionnelles. Le processus se déroule avant tout dans les pays dominés du tiers monde. Oppression nationale et culturelle, exploitation sociale et économique des grandes masses paupérisées de ces pays forment la matière vivante sur laquelle la TL a poussé. Ces oppressions multiples ont suscité et suscitent chez les opprimés une formidable attente de libération humaine. La perspective de la libération se traduit en une pratique, une action pour la défense des intérêts vitaux, un bouillonnement de la révolte populaire.

Ni les chrétiens, ni les Eglises, ni les hommes et les femmes en général n'échapperont à cette réalité: la fuite est impossible, la polarisation inévitable, la radicalisation indispensable. Cela est d'autant plus vrai pour les structures d'Eglise. Car, à la différence de l'Europe occidentale, l'Eglise dispose, dans de nombreux pays du tiers monde, d'une véritable implantation populaire. Quiconque voyage pourra le constater: les églises sont pleines. Souvent d'ailleurs, elles sont le dernier refuge où il est possible de se rencontrer sans risquer la répression ou la mort. Une anecdote du Salvador le montre: le dernier discours de Joaquín Villalobos, principal dirigeant militaire du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale), enregistré sur cassette-vidéo, fut projeté dans la capitale San Salvador devant deux cents personnes... réunies dans une église! La TL a répondu à ce défi par "l'option préférentielle pour les pauvres", suivie du reste par une majorité des évêques latino-américains.

L'explosivité de la TL réside justement dans cette prise de partie en faveur des opprimés et des classes exploitées. A la différence d'un conflit d'ordre purement philosophique, elle introduit un débat d'idées qui se basent sur une pratique et s'inscrivent dans un conflit social. Parmi les lignes de force de la TL, soulignons son humanisme radical et sa volonté de pluralisme. En partant des valeurs éthiques de la foi chrétienne, elle affirme la possibilité et la nécessité d'un devenir de l'homme orienté vers la libération totale, l'autodétermination et la solidarité. Devenir qui se concrétisera par un changement profond de toutes les structures étatiques, économiques et culturelles qui aujourd'hui induisent l'oppression. L'expérience désastreuse du monolithisme, tant catholique que stalinien, conduit la TL à affirmer le besoin de pluralisme politique et culturel.

Il n'est dès lors pas étonnant que la hiérarchie catholique se soit opposée avec tant de constance à ce courant. La nomination d'un pape polonais avait, dans ce cadre, une fonction précise. Pour contrer l'influence des aspirations à la révolution sociale au sein de l'Eglise, quoi de mieux qu'un pape ayant fait l'expérience amère et concrète du stalinisme? Malheureusement pour lui, l'espérance historique ne peut s'éteindre: "Lent, tortueux, sanglant, le chemin de la liberté reste le sens de l'histoire." (Giulio Girardi, *Dialogue et Révolution*, Cerf, Paris, 1969, p. 253.) Le syndicat Solidarność en Pologne en a été la magistrale démonstration.

Aussi, pour nous qui venons de la tradition humaniste du marxisme vivant, le dialogue avec les chrétiens se reconnaissant dans la TL revêt une importance capitale. Pluralisme, respect des convictions d'autrui, souci de définir les convergences possibles dans la pratique sociale sont autant de conditions nécessaires à ce dialogue qui commence à peine en Europe occidentale. Sa toile de fond est une crise sans précédent du système capitaliste. Ce dialogue impliquera nécessairement une réflexion sur la stratégie pour la libération. A l'instar du FSLN (Front sandiniste) du Nicaragua qui commença sa lutte bien avant l'insurrection, nous sommes, nous aussi, engagés dans le "travail préparatoire". Construire les instruments qui demain permettront le changement de cette société "nécrophile et idolâtre".

J. Schneider

A propos d'un débat :

Giumelsky and Co.



Adam Michnik lors de son procès. La répression, un phénomène marginal d'après S. Giumelli.

* "NE SERAIT-IL PAS PLUS SIMPLE QUE LE GOUVERNEMENT DISSOLVE LE PEUPLE ET QU'IL EN CHOISISSE UN AUTRE ?" (B. Brecht) *

Depuis quelques mois Sylvain Giumelli, rédacteur à la *Voix Ouvrière* (journal du PdT/POP) et candidat aux élections du Grand Conseil genevois, se livre à une défense acharnée du régime de Jaruzelski. Effort d'autant plus méritoire que le PdT/POP — le petit frère maigrelet des ministres-généralux du POUP (Parti ouvrier et unifié de Pologne) — ne peut apporter que des paroles de "réconfort" à ce régime militaire ! Nous ne pouvons résister au plaisir de donner nous aussi la parole à S. Giumelli, dont la réputation de "polonologue" distingué n'est plus à faire. D'autant qu'il a saisi l'occasion d'un débat avec Clive Loertscher sur une radio locale genevoise (RGI) pour éclairer l'opinion publique sur la pensée profonde du PdT/POP au sujet de la Pologne d'aujourd'hui.

"Je (c'est S. Giumelli qui s'exprime le 5 septembre dernier sur RGI, réd.) vous cite un sondage qui a été effectué par *Solidarność Mazowsze* en mi-novembre (1981, réd.) qui révélait que 26 o/o de la population soutenait la proposition de suspension du droit de grève avancée par le comité central du POUP, parce qu'à l'époque les maximalistes de ce mouvement poussaient à des grèves incessantes qui désorganisaient complètement l'économie polonaise dans le but de saper le régime et de prendre le

pouvoir. Et c'est ce qui a conduit à la situation du 13 décembre 81 où l'état de guerre a été déclaré et il s'agissait à ce moment-là de sauver la Pologne de la guerre civile." S. Giumelli et le PdT/POP sont donc des partisans résolus du coup d'Etat militaire contre les travailleurs.

Comme après la Tchécoslovaquie

Pourtant le 20 décembre 1981, le PdT "prenait connaissance avec inquiétude de l'évolution de la

situation en Pologne et constatait que le régime militaire ne pouvait que choquer de nombreux démocrates et militants syndicaux". Bien entendu cette position était déjà essentiellement verbale : le PdT est la seule organisation de gauche à refuser son soutien aux grandes manifestations de solidarité qui ont suivi le coup d'Etat. Les applaudissements actuels du PdT/POP au coup d'Etat mettent en évidence l'hypocrisie de la prise de position d'alors. Comme après l'intervention militaire russe en Tchécoslovaquie, il compte sur les prisons et l'oubli pour faire passer son acceptation de la normalisation. Giumelli, qui se réfère fréquemment à la situation en Afrique du Sud ou au Chili, sait bien ce que les mots veulent dire : c'est aussi pour "sauver l'économie" que les Pinochet, les Pik Botha et autres Marcos proclament l'état de guerre et organisent l'occupation militaire de leur pays.

Au nom de la défense de l'économie polonaise, S. Giumelli se place du côté du pouvoir contre les

travailleurs. Faut-il rappeler que depuis le 30 août 1980 les travailleurs polonais et *Solidarność* avaient multiplié les propositions de remise en route de l'économie ruinée par la gabegie bureaucratique ?

La répression, un phénomène marginal ?

"Ceux qui veulent poursuivre sur la lancée de la destruction de la société polonaise sont en prison..." déclare S. Giumelli. La répression, dont on a déjà vu que Giumelli l'estime nécessaire, ne serait qu'un phénomène marginal utilisé avec mesure par les autorités polonaises. C'est passer comme chars sur braises sur les dizaines de milliers d'arrestations et d'internements qui ont suivi le coup d'Etat, les licenciements massifs de militants syndicaux, les assassinats perpétrés par les zomos ou des commandos ad hoc qui, à l'exception d'une partie des assassins du père Popieluszko, n'ont jamais été inquiétés.

Après l'amnistie de l'été 1984, acquise grâce à l'action de *Solidarność*, le régime n'a eu de cesse de faire taire et d'enfermer les militants du syndicat "dissous". Giumelli a le culot cynique de se prévaloir du fait que "*Walesa n'est pas en prison*". Certes *Walesa* n'est plus

en prison. Le régime n'ose pour l'instant plus y toucher bien qu'il fasse l'objet d'une surveillance policière constante.

"*Aujourd'hui Solidarność n'existe plus*", déclare Giumelli, fidèle porte-parole de Jaruzelski. L'un et l'autre prennent leur désir pour la réalité. Jaruzelski utilise l'armée et la police pour réaliser ce désir, Giumelsky, lui, n'a heureusement que sa plume pour l'exprimer !

"J'ai constaté de visu un esprit d'ouverture en Pologne"

Toujours à sa besogne de prouver que l'esprit de *Solidarność* est incarné aujourd'hui dans le gouvernement, ce que, d'après lui, les ouvriers polonais reconnaissent, Giumelli cautionne un régime qui interdit aux travailleurs de se présenter sur des listes électorales indépendantes. Et de parler de ces élections à la Diète polonaise comme d'un exemple de "dialogue". Belle conception de la démocratie socialiste ! Elles sont loin les phrases ronflantes du PdT/POP sur le socialisme autogestionnaire... Des procès de Moscou à la dictature de Jaruzelski, le PdT/POP est d'une constance exemplaire : il couvre.

Jean-Michel Dolivo

Initiatives formation professionnelle au Tessin :

40% DE OUI!

Les 7 et 8 septembre, les Tessinois(es) ont voté sur deux initiatives populaires lancées par la section cantonale du PSO. La première demandait la création de nouvelles écoles professionnelles à plein temps (ateliers publics) dans trois localités : Biasca (nord du canton), Mendrisio (sud du canton) et Locarno. Elles seraient venues compléter les deux écoles de Bellinzona et de Lugano. La seconde proposait la constitution d'un fonds pour la formation, le recyclage et le perfectionnement professionnel. Lorsqu'elles furent lancées il y a une année, ces deux initiatives reçurent le soutien de 7000 citoyen(ne)s en trois jours seulement.

Ces deux initiatives représentaient une réponse plus que nécessaire à une situation plutôt inquiétante. Au début de cette année scolaire en effet, 150 jeunes n'avaient pas encore de place d'apprentissage. Pour les autres, beaucoup durent accepter celles qui leur étaient "offertes", même si les débouchés professionnels correspondant ne seront pas légion. L'initiative proposant la création d'écoles en tenait particulièrement compte. Elles auraient pu devenir de véritables centres régionaux pour la formation et

le recyclage. Le Tessin est aujourd'hui au quatrième rang des cantons concernant le chômage (plus de 2000 chômeurs).

Les résultats de la votation — 38,5 o/o pour la première et 40,1 o/o pour l'autre — montrent du reste qu'il s'agit de besoins très présents. Dans la ville de Biasca, l'initiative pour la création de centres professionnels a été acceptée par 58 o/o des votants ; dans la région de Biasca (zone industrielle du nord du canton), ce sont 50,1 o/o

qui l'ont approuvée et 48,2 o/o dans la vallée de Blenio.

Une gauche absente

Le résultat cependant aurait pu être meilleur. Cette "défaite victorieuse" — comme l'a qualifiée l'hebdomadaire du Cartel syndical cantonal qui a vigoureusement appuyé les deux initiatives — est aussi le premier fruit amer de la prochaine fusion du PSA (Parti socialiste autonome) avec le Parti socialiste tessinois. Ceux-ci n'ont rien trouvé de mieux que d'avancer la liberté de vote et, par conséquent, ne se sont nullement impliqués dans la bataille. Ce faisant, ils ont permis au syndicat chrétien, très fort au Tessin (30 000 inscrits, une force semblable à celle du Cartel), de donner un mot d'ordre de vote négatif. Pourtant ce syndicat s'est toujours prononcé, dans ses divers programmes mais aussi avec une pétition qui a réuni plus de 15 000 signatures il y a deux ans, en faveur

des thèmes contenus dans les deux initiatives du PSO.

Cette position frileuse de la gauche social-démocrate (PSA, inclus), démentie par l'attitude de l'électorat, a empêché une campagne unitaire au profit de la formation professionnelle.

Néanmoins le résultat obtenu, particulièrement significatif dans le nord du canton et dans le Mendrisiotto, ouvre de nouvelles perspectives pour le mouvement ouvrier et syndical. La faible participation électorale (18,5 o/o) n'est certes pas synonyme d'un désintérêt en-

vers l'état de la formation professionnelle et les propositions des deux initiatives. Ainsi à Locarno, où on votait en même temps sur un sujet d'intérêt local suscitant une bonne participation, sur les 54 o/o d'électeurs qui se sont déplacés, 44,7 o/o ont exprimé une opinion favorable à l'initiative pour le fonds. Une indication très encourageante concernant notre future campagne, au printemps prochain, autour de l'initiative nationale du PSO pour la création d'ateliers publics d'apprentissage.

Donato Mottini

QUELQUES RÉSULTATS

	Initiative pour la création de nouvelles écoles professionnelles			Initiative constitution d'un fonds pour la formation et le recyclage		
	oui	non	o/o de oui	oui	non	o/o de oui
CHIASO	352	461	43,8	354	462	43,38
STABIO	129	126	50,58	138	115	54,54
LOSONE	185	185	50	176	194	47,56
BIASCA	181	131	58,01	154	157	49,01
Région TRE VALLI	960	1289	42,68	872	1355	39,15
dont RIVIERA	332	331	50,07	300	357	45,66
BLenio	221	237	48,25	184	267	40,79

Grande-Bretagne :

Mille neuf cent quatre-vingt-un : l'incendie racial ravage l'Angleterre. Vingt villes sont dévastées dans leurs quartiers les plus pauvres, par l'émeute raciale. Quatre ans plus tard, le volcan recrache sa lave incandescente et le quartier de Handsworth, à Birmingham, semble soufflé par les bombes de la Luftwaffe. Si Conan Doyle devait mener l'enquête, son cher Sherlock Holmes verrait certes que l'étincelle qui mit le feu aux poudres n'était pas vraiment la même en 1981 qu'en 1985. Mais le feu, mais la poudre ? Ils étaient — passez-nous l'expression — du même tonneau.

Quartier d'émigrés noirs et asiatiques, Handsworth connaît un taux de chômage de 55 à 60 o/o. La moyenne nationale tourne autour des 13 o/o. Mais comme le disent les commentateurs bourgeois, à l'unisson de Mme Thatcher, "le chômage n'explique pas tout"... Avez-vous déjà vu un commentateur bourgeois au chômage ?

Pourtant il est là, ce chômage : l'un des "dirigeants naturels" de l'émeute, David, explique qu'il ne sait même plus depuis quand il y est. "Sept-huit ans, peut-être, je n'en sais rien." (Le Monde, 13 septembre 1985) Elle n'a l'air de rien cette phrase, pourtant elle est lourde de sens et d'accusations. Cela fait "sept-huit ans" que les gouvernements

L'incendie racial

anglais successifs n'ont trouvé de seule politique de l'emploi que celle qui consistait à renvoyer David et ses camarades au néant social. Et les belles recettes de l'"Iron Lady", de Mme Thatcher en personne, n'ont fait qu'aggraver la situation. Elle le sait bien, cet effroyable croisement entre un cours de bourse et Petula Clark ; écoutez-la tenter de justifier sa politique en expliquant qu'il y a aussi des criminels dans sa propre classe : "J'en ai assez qu'on dise que le chômage est la cause de tous les maux, les hooligans et le reste ! Il y a des gens fort riches qui commettent des crimes !" (Le Monde, 13 septembre 1985) Quel bel aveu, quelle belle envolée ! D'autant plus gratuite que vous saviez, Mme Thatcher, que cette déclaration allait trouver l'approbation béante de ceux qui se disent dirigeants de la classe ouvrière. Au premier rang Neil Kinnock, dirigeant de l'opposition travailliste, qui en remettant en place le nœud de sa cravatte et en contrôlant la bonne ordonnance des boutons de son gilet expliquait que "le chômage est un des facteurs de ces déchaînements de violence, mais pas le seul"... (Le Monde, 13 septembre 1985) Et sur la place, la piétaille travailliste suit le mouvement : "Les dirigeants du Labour ont eu des mots très durs pour les émeutiers, prenant à leur compte les anathèmes lancés par les conservateurs contre les "criminels barbares." (Le Monde, 13 septembre 1985)

Attaqués par les conservateurs, lâchés par la direction travailliste — et de belle manière, on vient de le voir — les "émeutiers" de Birmingham semblent se retrouver seuls. D'autant plus seuls que la ségrégation raciale est là aussi à l'œuvre : "L'apartheid, ici, n'est pas dans la loi, ne s'inscrit pas sur les bâtiments publics, mais il s'insinue dans la tête et dans les cœurs." (Le Monde, 13 septembre 1985)

Alors : isolés comme semblaient l'être les mineurs anglais en grève et faisant face à une montagne comme les militants anti-apartheid, tels seraient les "émeutiers" de Birmingham ? En quelque sorte, oui.

Mais plus le temps passe et plus la grève des mineurs apparaît comme un nécessaire combat d'avant-garde ; plus le temps passe et plus l'apartheid se fissure. Il y a un avenir pour tous les David de ce monde : il est du côté des mineurs en lutte et des travailleurs noirs sapant l'apartheid. Ceux-là seuls peuvent répondre "emploi" quand David dit "chômage". Cela "n'explique pas tout" ? Non, mais il y a longtemps qu'il ne s'agit plus simplement "d'expliquer"...

Eric Peter



Manifestation syndicale à Madrid.

Espagne :

«PRÉSENT PARTOUT OÙ CELA BOUGE»

* INTERVIEW DE MIGUEL ROMERO, DIRIGEANT DE LA LCR DE L'ÉTAT ESPAGNOL *

Le VII^e Congrès de la Ligue communiste révolutionnaire (section dans l'Etat espagnol de la IV^e Internationale) a réuni deux cents délégués et observateurs à Madrid du 25 au 28 juillet. Les camarades ont débattu de leur place dans les mouvements de masse qui viennent de connaître deux succès (mobilisation anti-OTAN du 5 mai et grève générale du 20 juin) et de la construction du parti révolutionnaire.

* La grève générale du 20 juin a été un immense succès. Comment la Ligue s'y est-elle investie ? Quel bilan en tirez-vous ?

— Il faut d'abord rappeler que la victoire du Parti socialiste ouvrier espagnol en octobre 1982 a créé certaines illusions. Les gens n'espéraient pas beaucoup du PSOE, mais attendaient quand même une amélioration de la situation et de meilleures réponses notamment aux questions du chômage et de la reconversion industrielle. Mais il est vite apparu que le PSOE faisait une politique sociale beaucoup plus dure que n'importe quel gouvernement de droite. Dans ce contexte, certains secteurs ouvriers comme ceux de la sidérurgie et des chantiers navals, où les révolutionnaires ont un poids réel, sont passés à l'action et ont rencontré un appui social très important. Leurs mobilisations furent les plus importantes depuis 1978. Bien qu'isolés au sein des Commissions ouvrières (CCOO, centrale syndicale de tendance communiste, *red.*) durant le pacte social, les révolutionnaires avaient commencé à rencontrer un écho, ce qui modifia les rapports de forces à l'intérieur des CCOO. La crise du Parti communiste se manifesta lors du congrès de cette centrale et la ligne de résistance gagna en influence dans les syndicats. Nous nous servions de cette situation pour faire pression sur la direction et faire passer notre thème principal d'agitation : la grève générale de solidarité. Nous n'arrivions pas à imposer cette idée jusqu'au moment où il y a eu la grande attaque contre la sécurité sociale. Alors, la

direction, elle-même, soumise à une forte pression de la base, s'est décidée à convoquer la grève générale.

Avant la grève, il y a eu un travail important de préparation des syndicats combattifs avec la gauche révolutionnaire. L'envie de lutter était manifeste et nous avions décidé que 100 o/o de notre organisation, la LCR, serait dans les piquets. Ce fut une expérience inoubliable. Une grande partie des cadres qui ont tenu les piquets essayaient encore voici deux ans de justifier le pacte social.

C'est dire l'importance du 20 juin pour le futur. Nous avons fait la démonstration qu'il était possible d'organiser une grève générale en dépit de ce que disaient les directions syndicales. Mais le vrai changement dans la situation du mouvement ouvrier est que beaucoup de gens ont compris qu'il fallait lutter même si les chances étaient limitées. C'est une volonté de résistance qui s'est exprimée.

* Six semaines avant la grève, il y avait eu les manifestations contre l'OTAN et Reagan. Quels sont les relations entre les deux mouvements et quel est le rôle de la Ligue dans le mouvement anti-OTAN ?

— La LCR avait commencé à organiser des référendums sur la question de l'OTAN dans les usines. Aujourd'hui c'est la politique généralisée dans les CCOO. Le mouvement a joué un grand rôle dans les mobilisations du 5 mai. De même, les organisations pacifistes ont appelé à la grève générale. Les relations entre les deux mouvements sont peut-être le facteur le plus déterminant de la situation politique

pour l'avenir. Elles vont encore progresser, et c'est notre travail que de les renforcer.

* Le VII^e Congrès de la LCR a beaucoup traité la question de la construction du parti et de l'organisation aujourd'hui. Quels étaient les termes du débat ?

— Le plus important pour ce congrès fut de faire du parti un centre d'initiatives, d'actions dans les mouvements de masse, mouvement ouvrier, mouvement anti-OTAN, et aussi dans le mouvement féministe et la lutte contre l'oppression nationale. Dans chaque mouvement, nous développons une politique unitaire avec les secteurs les plus combattifs et les organisations de la gauche révolutionnaire. Nous voulons avoir une image de parti d'agitation politique et sociale. Notre société, qui est d'une passivité assez grande, est cependant très sensible aux mouvements de masse. L'important aujourd'hui, c'est donc une agitation, une agitation radicale.

Nous allons réaliser cela sur trois thèmes : le syndicalisme de résistance, la bataille pour le référendum et la préparation de l'après-référendum pour le mouvement anti-OTAN ; enfin, la bataille démocratique : dénonciation de la torture, dénonciation du climat anti-terroriste et solidarité avec Euskadi.

Nous allons faire un effort énorme pour renforcer notre parti. Nous en avons beaucoup discuté dans ce congrès. Des camarades craignaient que notre effort pour renforcer le parti signifie un recul de notre politique unitaire traditionnelle et un recul dans la construction du parti révolutionnaire. Je ne le crois pas.

La Ligue veut être un parti présent partout où cela bouge et je pense que, dans les temps à venir, nous allons croître. Nous savons bien qu'un parti ne sort jamais d'une crise par le fait de la situation objective. Il faut se battre pour en sortir. Nous sommes en train de gagner cette bataille et ce VII^e Congrès en est une preuve.

Propos recueillis par
Alain Matesi

(Tiré de Rouge du 22/28 août 1985)

Plainisphere, du jazz de toute la planète

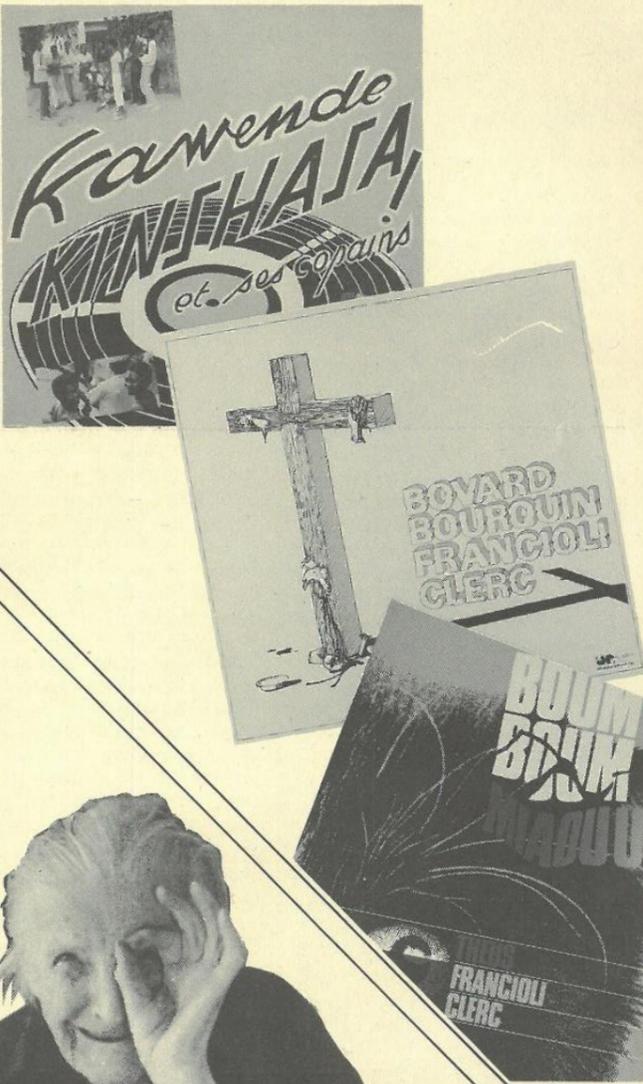
Plainisphere. Les amateurs de jazz auront certainement lu ce nom-gag sur des pochettes de disques, et non des moindres. Certains de nos lecteurs sans doute y ont déjà passé des commandes. *La Brèche* est allée voir elle-même cette maison de disques, dont les locaux sont à Vich, dans le canton de Vaud. Jef et Rolf, les deux "animateurs" de Plainisphere m'y ont reçue et raconté ce qui suit (les intertitres sont de la rédaction).

De la distribution...

A l'origine de Plainisphere était notre constatation qu'on pouvait trouver peu de disques de jazz ici, les disquaires ne se risquant pas à commander des titres dont ils ne vendent que deux exemplaires par année, par exemple certains titres de blues.

Plainisphere a démarré en 1974 avec Jef, rejoint en 1976

par Rolf. Notre but était de mettre à disposition des disquaires, c'est-à-dire du public, des disques rares ou de petites maisons de disques, non disponibles en Suisse jusque-là. D'autres le font pour la musique classique ou la chanson et nous pour le jazz. Nous avons voulu créer ce catalogue de disques disponibles pour faire connaître la richesse et la variété de la musique de jazz.



Aujourd'hui, nous sommes deux postes et demi à plein temps, nous et une secrétaire-comptable. Nous travaillons beaucoup plus que ne le laisseraient supposer nos salaires mais sommes passionnés par ce que nous faisons et nous savons qu'un disque que nous vendons à 1000 exemplaires, c'est bien. On ne vend pas de disques à 100 000 exemplaires!

Plainisphere a un stock de 60 000 disques, dont 12 000 titres différents. C'est un énorme catalogue; pour mettre nos titres sur ordinateur, quelqu'un devrait travailler deux ans à plein temps... mais on trouve

QUELQUES TITRES PLAINISPHARE

Kawende et ses copains, *Kinshasa, Zone Z 1*, Plainisphere (PL), 1984.

Abdullah Ibrahim Dollar Brand, (solo piano), *Autobiography*, PL 1267-6/7, 1983.

Bovard, Bourquin, Francioli, Clerc, *Cherchez l'erreur!*, PL 1267-1, 1982.

Bovard, Bourquin, Francioli, Clerc, *Quelle mémoire!*, PL 1267/9, 1983.

Francioli - Bovard, "Musique", PL 1267/11-12, 1984.

Theus, Francioli, Clerc, *Boum, Boum, Miaouuuuu*, PL 1267-16, 1985.

Joëlle Léandre, *Sincerely*, PL 1267-15.

Lindemann Quintet en public aux *Faux-Nez*, PL 1267-13, 1984.

Terry Riley, *No man's land*, PL 1267-17, 1984.

Disques PAV

(Producteurs associés Vich)

Jacques Demierre, Maurice Magnoni, *Disque*, PAV 802, 1983.
Jean-Pierre Pasquier, *Cap sud*, PAV 804, 1984.

Plainisphere SA, 1267 Vich, tél. (022) 64 32 90.

indispensables pour faire connaître la bonne musique.

... à la production

Notre but était la production, car distribuer, c'est de "l'épicerie". La production de disques était notre grand rêve. Mais grâce à la distribution, nous avons appris à connaître les réseaux pour... distribuer et faire connaître les disques des musiciens que nous avons pu produire.

L'occasion de produire notre premier disque nous a été donnée il y a trois ans, après discussion avec un groupe (le BBFC), qui nous a fait une proposition de co-production. Dans ce cas, le groupe fait aussi sa promotion lors des concerts, et nous avons des contacts pour distribuer son disque en Suisse. Nous commençons aussi à distribuer à l'étranger (France, Allemagne, USA).

En octobre 1985, nous avons produit 25 à 30 disques.

Nous avons aussi créé PAV (Producteurs associés Vich), pour permettre à des musiciens même amateurs de faire leur carte de visite à des prix abordables.

Le "marché" des amateurs de jazz est tout petit. Alors comment se faire connaître? Dans la mesure où on est dans des circuits commerciaux et où les gens achètent ce qu'ils ont l'impression de choisir, on pourrait faire connaître la musique dans de bonnes émissions de radio faites par des musicologues. Pour nous, les radios libres ont été la pire déception.

La production est un boulot de dingues, mais c'est fantastique, on est en plein dans la musique, c'est un boulot dynamique. On n'a pas encore signé un papier et tout est basé sur la confiance et le respect réciproque du travail.

A Plainisphere, on est tenu de faire des économies qui ne se font pas dans les autres maisons de disques. Par exemple, en récupérant des cartons, on n'achète pas de cartons à disques (à 2 francs la pièce) et on économise ainsi 6000 francs par an.

Le jazz

Pourquoi le jazz? Le jazz est ce que nous aimons (le

jazz moderne et contemporain). C'est un moyen d'expression universel. Avec Plainisphere, on participe à une démarche, on fait connaître des musiciens, des choses qui n'auraient pas la possibilité d'être connus. C'est une tentative d'universalité, donc une démarche antiraciste. On donne des moyens de communication.

L'Afrique

On commence à avoir de la musique africaine au catalogue (plus de 1000 LP). Lors de déplacements en Afrique, Plainisphere a procédé par tâtonnements. Il s'agissait de trouver des musiciens africains qui puissent être appréciés ici, ce qui n'est pas évident à concilier.

La condition des musiciens en Afrique est très différente d'ici. Au Zaïre par exemple, les musiciens ne possèdent pas leur instrument. Il y a des patrons d'instruments et de sono, qui empochent 90 o/o de la recette, le musicien n'en a que 10 o/o et sans instrument, il est difficile pour lui de se faire connaître ailleurs.

Propos recueillis par
Bébé Efsch

No man's land

Parmi les derniers disques de Plainisphere, l'auteur de cet article a choisi de vous parler de: *No man's land*, de Terry Riley, musique extraite de la bande originale du film *No man's land*, d'Alain Tanner (PL 1267-17). En effet Terry Riley a très peu enregistré de disques. Ce musicien américain (né en 1935 en Californie) a influencé la musique du XXe siècle en concevant une musique électronique qui a aussi marqué le monde du rock (Beatles, Pink Floyd, Soft Machine, ô! souvenirs). Ce musicien répétitif, classé dans l'avant-garde américaine avec Philip Glass, Steve Reich, a été tout particulièrement influencé par la musique de Bali et l'ésotérisme soufi (*Shri Camel* en 1980 (CBS), son premier enregistrement américain depuis 1969). Il est particulièrement heureux que Terry Riley ait enregistré la musique du film d'Alain Tanner, le metteur en scène suisse le plus talentueux.

B.E.

que ce n'est pas encore assez!

Bien entendu des individus s'adressent à Plainisphere mais la majorité de nos disques sont diffusés par les disquaires. Dans la distribution, on a dû faire face aux pressions des grandes surfaces qui demandent des pour-cent lorsqu'elles achètent des disques, pour baisser les prix et avoir le monopole. Nous avons tenu bon parce que les petits magasins spécialisés sont

normalisation est la source de toute résistance, le noyau d'énergie qui alimentent l'espoir de la liberté.

"La pièce a été écrite aussi à partir de la conviction de ce que l'histoire ne nous apparaît pas comme chargée d'une signification immanente, de ce qu'elle n'avance pas fatalement vers une direction "naturelle". Elle a été écrite à partir de l'intuition de ce que les limites et les possibilités de l'espèce à laquelle nous appartenons se manifestent dans sa possibilité d'en construire une signification, un sens... et je ne connais ni ne reconnais de meilleure signification à construire que celle qui s'exprime dans ce que l'on appelle les Droits de l'Homme." (Jorge Goldenberg, juin 1985)

"Knepp" a été créé à Buenos Aires en septembre 1983.

Julian Beck, fondateur du Living Theatre est décédé le 14 septembre à New York.

**ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES!**

Théâtre Municipal de LAUSANNE
je 26, ve 27, sa 28 septembre et
je 3, ve 4, sa 5 octobre, 21h

Le Collectif Théâtre Onze
en coproduction avec
le Théâtre de la Toison d'Or (Paris)

présente sous la direction de

Jacqueline Morlet

KNEPP

de Jorge Goldenberg

d'après l'adaptation française d'Albert Bensoussan. Création mondiale en langue française. Mise en scène Sylvain Corthay en collaboration avec Jacqueline Morlet.
Distribution: Knepp - Henri Serre; Maria Elena - Christiane Neumann; Luis - Michel Kullmann; mère - Jacqueline Jany; policier - Vincent Aubert.

Loc.: Théâtre Municipal, (021) 22 64 33.

"KNEPP" a été écrite par Jorge Goldenberg entre octobre 1982 et avril 1983.

Jorge Goldenberg, auteur argentin, est né en 1942 dans la province de Buenos Aires. Il est cinéaste et auteur de pièces de théâtre. Entre 1976 et 1979, il réside à Caracas où il enseigne à l'Université.

"KNEPP" est la confrontation d'un homme et d'une femme dans le contexte d'une société totalitaire, qui "pourrait être" l'Argentine des années 80. Monter "KNEPP" aujourd'hui en Europe, c'est tenter de rendre compte de ce que nous avons tous tendance à rejeter, l'anormalité, l'irrationnel, l'absurde non intégrés à notre bonne conscience, à notre conformisme quotidien. Monsieur Knepp est omniprésent et sans frontières. Il est un des instruments du totalitarisme que secrètent nos sociétés dites civilisées.

Il y a une question que nous ne pouvons esquiver: quel est le prix de notre paix quotidienne?

Le "non" de Maria Elena (l'héroïne) à la

l'événement

Théologie
de la libération :

«La rationalité criminelle du système»

ENTRETIEN AVEC GEORGES
CASALIS, THÉOLOGIE PROTESTANT



Jean-Paul II au Nicaragua : un petit air désapprobateur.

La sixième rencontre internationale de solidarité chrétienne avec l'Amérique centrale a eu lieu du 5 au 8 septembre dernier à Madrid (voir encart). A cette occasion, La Brèche a rencontré Georges Casalis, théologien protestant et président de l'Association France - Nicaragua. Georges Casalis est considéré par les théologiens sud-américains comme l'un des premiers porte-parole de la théologie de la libération en Europe. Il nous explique ici les prolongements possibles, pour les pays industriels développés, de la théologie de la libération.

La Brèche : Nous sommes ici pour la sixième rencontre du mouvement chrétien de solidarité avec l'Amérique centrale. Nous avons beaucoup parlé de théologie de la libération. Vois-tu une perspective, comme théologien de la libération, pour les pays industriels développés ?

Georges Casalis : L'important est de partir de la prise de conscience de ce qu'est la situation sociale, la configuration sociale des pays soi-disant riches. Ce sont des pays qui sont traversés aujourd'hui par une crise très profonde, qui fait que la distance entre les classes dominantes et les dominés, entre ceux qui possèdent et ceux qui sont dépossédés, croît sans cesse. Nous constatons une augmentation dramatique du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion. Les sociétés nationales traditionnelles européennes doivent faire face au problème de l'accueil d'un nombre croissant d'étrangers qui sont parmi nous comme des forces de travail indispensables, comme une contribution décisive à notre équilibre économique, et qui sont en même temps rejetés parce qu'ils sont d'une autre culture, d'une autre race, d'une autre religion.

La prise de conscience de cette situation qui prévaut en Europe occidentale signifie que nous ne pouvons plus continuer à faire de la théologie comme si de rien n'était. Nous ne pouvons plus représenter une théologie qui prétend avoir une valeur éternelle, définitive et qui n'est pas touchée par ce qui se passe dans l'histoire. La théologie européenne qui a conquis le monde entier par les missions est une théologie dépassée, qu'il faut rejeter, tout en reconnaissant l'immense trésor qu'elle a accumulé. Il ne s'agit pas maintenant pour nous de reprendre ou de réciter la théologie de la libération des latino-américains. Il s'agit, à partir de la situation euro-

péenne originale qui est la nôtre, de procéder par la même démarche. A savoir : partir d'une situation sociale dans laquelle on s'engage au nom de Jésus-Christ aux côtés des opprimés pour changer leur sort, par conséquent pour changer le visage global de la société. Dans ce sens, on relit l'Évangile. Dès lors l'Évangile apparaît avec des traits complètement nouveaux. On découvre que ce n'est pas je ne sais quel opium qui permet de supporter la souffrance. Non. C'est une exigence de solidarité, de lutte de libération. C'est dans cette voie qu'il faut travailler en tant que théologien.

* **Enrique Dussel** (théologien laïc, enseigne à l'Université de Mexico, réd.) m'a dit que parler de dialogue entre marxistes et chrétiens est une chose déjà dépassée. On peut être marxiste et chrétien tout à la fois. Qu'en penses-tu ?

— C'est tout à fait clair. Personnellement je me définis comme un chrétien/marxiste ou un marxiste/chrétien ; ça m'est égal. J'ai participé pendant longtemps au dialogue chrétiens - marxistes. Un beau jour on s'est aperçu que cela n'avait aucun intérêt de dialoguer sur le dialogue. Il fallait par contre aborder ensemble de grands sujets de responsabilité commune et voir ce qui, à partir de là, pouvait manifester nos identités différentes. Ceci étant, je suis personnellement redevable au marxisme de tous mes instruments d'intelligence de la société dans laquelle nous vivons. Et je ne me cache pas du tout de faire une analyse marxiste de la société et une lecture matérialiste de l'Écriture. Ceci ne signifie pas que pour autant la foi chrétienne et la théologie sont réduites à une dimension décorative, marginale du marxisme. Au contraire. Plus on s'engage dans ces mouvements-là,

et plus on revient porteur de certaines questions essentielles à l'égard non seulement de la méthodologie marxiste, mais du marxisme dans son ensemble. Ce qui me réjouit beaucoup dans cette aventure, c'est qu'il y a une interpellation réciproque : je suis constamment remis en question dans ces deux dimensions. Et pour nos camarades marxistes, c'est la même chose.

* **On a beaucoup parlé de solidarité avec les pauvres d'Amérique centrale. L'espoir pour demain serait peut-être la prise de conscience des mécanismes de l'injustice ?**

— Moi je préfère parler d'exploités plutôt que de pauvres. Parce que pauvre, ça donne l'air d'être du destin, alors que les exploités sont dus aux mécanismes sociaux qui engendrent la pauvreté. La pauvreté n'est pas une fatalité. La pauvreté est la conséquence d'une rationalité criminelle, c'est-à-dire la rationalité du système capitaliste.

Si on entre en solidarité avec les victimes de ce système, on le remettra en question fondamentalement. Et par conséquent ça nous remet en question. Si par la solidarité se produit un mouvement de libération des exploités du tiers monde, cela changera le visage de notre société. Lorsqu'on est attentif à ce qui se passe au Salvador ou au Guatemala, on découvre du même coup le véritable visage de la société française ou suisse ou n'importe laquelle. Nous ne pouvons donc pas en prendre simplement notre parti. Je dirais que plus je suis engagé comme chrétien/marxiste ou marxiste/chrétien, plus je vois que la seule solution à la crise continentale, à la crise mondiale dans laquelle nous sommes impliqués et dont nos sociétés respectives reflètent des nuances particulières, c'est le socialisme. Autrement dit, plus je suis engagé dans cette affaire-là, plus je suis à la fois oecuménique et socialiste.

* **Tu es également président de l'Association France - Nicaragua. Crois-tu que la solidarité puisse être un levier utile pour susciter cette prise de conscience en Europe ?**

— Je suis président du Comité de coordination des quatre-vingts comités de solidarité français avec le Nicaragua. Quand les brigadistes vont travailler au Nicaragua, je suis convaincu qu'ils sont profondément convertis aux pauvres, convertis à la solidarité, convertis à une nouvelle vision du monde. Lorsqu'ils reviennent, ils ramènent en France un défi profond, un défi radical au système dans lequel nous vivons même sous un gouvernement socialiste. Je pense à une petite commune d'Alsace, Lütterbach, dont le maire est un ami, et qui a décidé de prendre en solidarité une commune du Nicaragua. Ils ont envoyé là-bas une délégation de 25 personnes pendant deux mois. C'est évident que la vie de Lütterbach ne va plus être la même après cette expérience qu'avant.

* **Par rapport aux plans d'intervention des Etats-Unis au Nicaragua - qui sont des plans à long terme - quelle doit être la réponse des mouvements de solidarité ?**

Nous avons un système mondial qui n'est pas que nord-américain, mais qui est aussi européen, japonais, sud-africain. Un système d'oppression pour le profit d'une minorité. Contre cela, des actions individuelles peuvent avoir une grande influence. Moi je crois à la présence, à l'action des prophètes dans notre société. Il y a des gens qui se dressent et qui disent non. Martin Luther King a été l'un de ceux-là. Ceci étant, il est bien évident qu'on ne renversera pas le système d'exploitation internationale, le système des grandes entreprises multinationales qui ont colonisé les Etats nationaux à leur profit, sans une action populaire internationale. Lorsque les Nicaraguayens saluent avec une joie particulière les internationalistes comme ils les appellent, ils savent bien que c'est seulement "l'internationalisation" de l'affrontement qui permettra de le dépasser.

Propos recueillis par
Julia Sanchez

6^e rencontre de la solidarité chrétienne

Plus de 250 personnes de 28 pays différents (Amérique centrale et latine, Etats-Unis, Europe) se sont réunies à Madrid du 5 au 8 septembre pour la 6^e rencontre des chrétiens solidaires de l'Amérique centrale. Cette rencontre a permis de faire le point sur la conjoncture actuelle en Amérique centrale et latine et du travail de solidarité chrétienne. La délégation centro-américaine a parlé de l'agression de l'impérialisme US qui tente, entre autres, de provoquer des conflits entre le Costa Rica et le Nicaragua.

Aux témoignages bouleversants - massacres, tortures, disparitions - ont succédé des explications sur "l'insurrection évangélique" au Nicaragua, la vie dans les zones sous contrôle au Salvador et dans les villages modèles au Guatemala. Ces expériences reflètent la présence des chrétiens révolutionnaires engagés dans le processus de libé-

tion. Eux-mêmes l'expriment par le slogan : "entre christianisme et révolution, il n'y a pas de contradiction".

Un document final a été publié dans lequel l'intervention nord-américaine est condamnée de même que le capitalisme, un système criminel responsable de l'injustice et de la pauvreté. Plusieurs personnalités ont participé à cette rencontre dont Mgr Mendez Arceo, ex-évêque de Cuernavaca (Mexique) ; Mgr Proaño, ex-évêque de Riobamba (Equateur) et proposé pour le prix Nobel de la paix pour son travail en faveur des indigènes. Etaient également présents : Enrique Dussel, théologien de la libération ; Georges Casalis, Julia Sanchez, etc.

Une délégation de chrétiens centro-américains sera de passage en Suisse au mois de septembre : le 21 à Fribourg, le 22 à Bâle, le 23 à Genève et le 24 à Neuchâtel.

Julia Sanchez